



ODDO BHF
ASSET MANAGEMENT

Rapport Investisseur Responsable

*Article 29 de la loi n°2019-1147
(Loi Energie-Climat – dite LEC)*

ODDO BHF ASSET MANAGEMENT SAS

JUIN 2022

Sommaire

Sommaire	1
Structure du rapport	3
Investissement durable : La démarche d'ODDO BHF Asset Management SAS	5
1. Notre approche générale	6
2. Nos engagements pour promouvoir la finance durable	7
3. Notre offre de fonds durables	9
4. Nos ressources au service de l'investissement durable	11
4.1 Une ambition partagée par l'ensemble des équipes	11
4.2 Un équilibre entre recherche interne et externe	12
4.3 Actions internes	14
L'intégration des critères ESG dans notre analyse et nos investissements	15
1. Généralités	16
2. Nature des critères ESG pris en compte	17
2.1 Environnement	17
2.2 Social	18
2.3 Gouvernance	18
3. Notre méthodologie	19
3.1 Notre modèle ESG interne pour les entreprises	20
3.2 Modèle MSCI	21
3.3 Notre modèle ESG interne pour les souverains	23
4. Intégration des résultats de l'analyse ESG dans le processus d'investissement	25
4.1 Politique d'exclusion	26
4.2 Notre démarche d'engagement actionnarial	27
Notre approche de l'intégration des risques liés au changement climatique	32
1. Les trois axes de notre stratégie climat	33
2. L'intégration des risques liés au climat fait partie intégrante de notre stratégie et de notre recherche	35
2.1 Le dialogue & engagement actionnarial	35
2.2 Les exclusions	36
2.3 Notre modèle interne ESG	37
2.4 La mesure des indicateurs clés de performance	38
2.5 Stratégie des produits	45
3. Résultats et impacts	47

4. L’alignement sur la trajectoire 2°C	50
4.1 Le modèle PACTA ("Paris Agreement Capital Transition Assessment")	50
Notre approche sur la biodiversité	60
1. La perte de la biodiversité est un risque systémique	61
2. Nos engagements	63
3. Notre approche	65
4. Les prochaines étapes de notre approche sur la biodiversité	68
Gestion des risques de durabilité	69
Moyen de communication & transparence	72
1. Reporting ESG	73
2. Synthèse des documents liés à la durabilité	75
3. Glossaire	78
Profil d'entreprise	85

Structure du rapport

Depuis 2015, la réglementation liée aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ainsi que l'intégration de critères sous-jacents à ces thématiques ne cessent de s'accroître, particulièrement en Europe. L'Accord de Paris conclu en décembre 2015 marque un tournant historique quant à la lutte contre le changement climatique et la mobilisation des Etats pour limiter les émissions carbone, cause première du réchauffement climatique.

L'Union européenne, et plus particulièrement la France, sont considérées comme des pionnières en matière de transparence sur les sujets de durabilité. Le 17 août 2015 déjà, la France adopte l'article 173 de la Loi sur la Transition Energétique pour la Croissance Verte devenant le premier pays à exiger que les investisseurs communiquent sur leurs pratiques ESG ainsi que sur la manière dont ils intègrent les risques climatiques dans leurs processus d'investissement.

Au niveau européen, un plan d'action complexe a dès lors été mis en place par la Commission européenne ayant pour but de :

- réorienter les flux de capitaux vers des investissements durables,
- gérer les risques financiers liés au changement climatique,
- favoriser la transparence et une vision long-terme.

Dans cette optique, deux réglementations ont été mises en place, soit le Règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit SFDR ou Disclosure) et le Règlement UE 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 (dit Taxonomie) sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement UE 2019/2088.

En parallèle, la France a publié en novembre 2019 la Loi Energie et Climat renforçant ses exigences réglementaires de transparence. L'article 29 et son décret d'application n° 2021-663 du 27 mai 2021 contraignent les sociétés de gestion de publier annuellement un Rapport art. 29 détaillant la stratégie, les pratiques, les moyens mis en place et les objectifs relatifs à l'ESG, au climat et à la biodiversité.

Ce rapport répond aux obligations de publication découlant de l'art. 29 et a été revu par la Responsable Globale de la Recherche ESG, le Responsable Groupe Sustainability Policy, le Responsable des Risques et de la Conformité et validé en Comité Exécutif.

Toutes les politiques générales et documents à portée informative peuvent être consultés sur notre page Internet consacrée aux investissements durables :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/ad/investissement_durable/1339/publication/1380

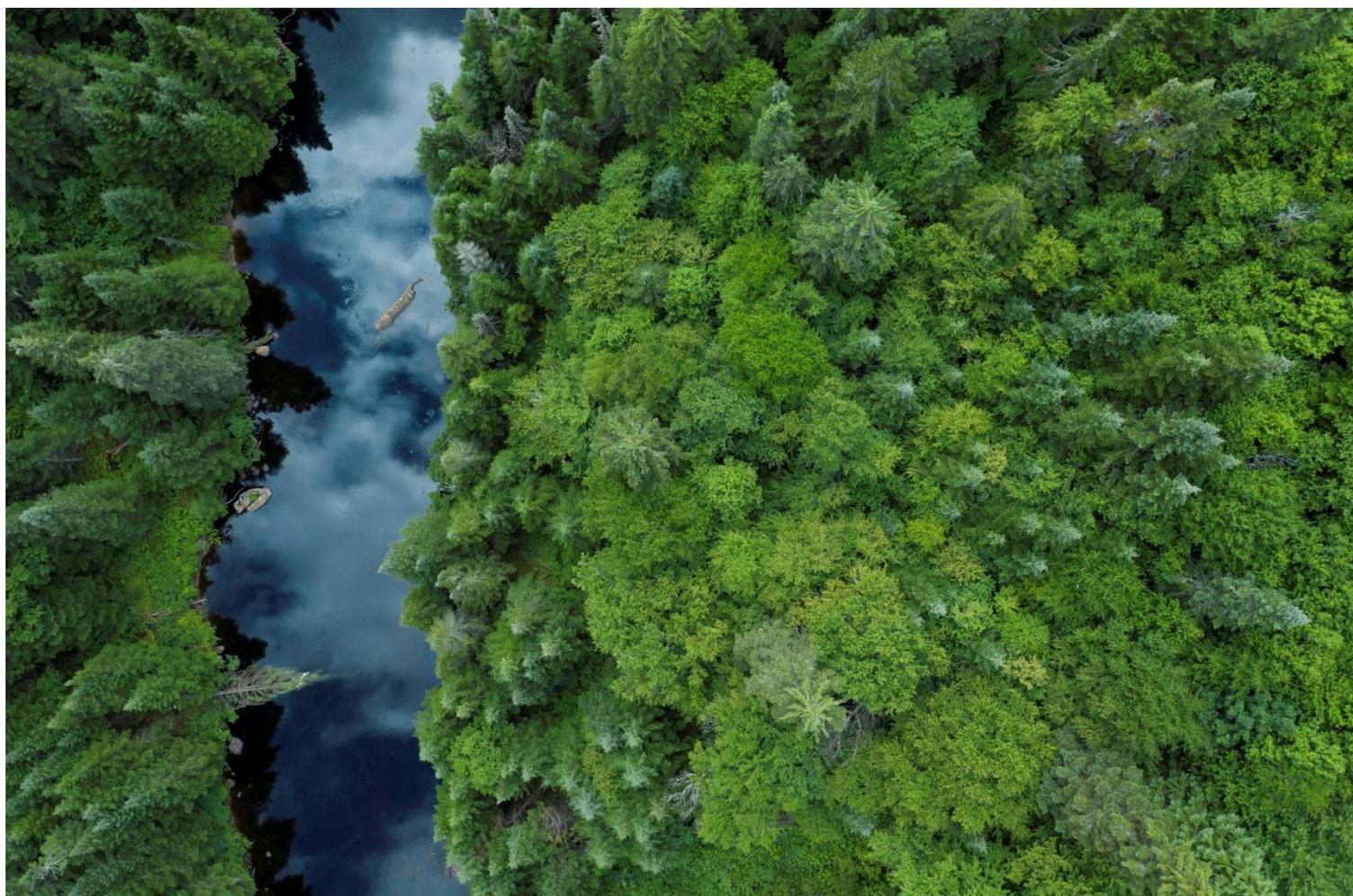
La politique et les rapports d'engagement actionnarial peuvent être consultés sur notre page Internet détaillant nos Informations réglementaires :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/infos_reglementaire

Tous les documents relatifs aux fonds peuvent être consultés sur la page Internet suivante, après avoir sélectionné le fonds souhaité :

https://am.oddo-bhf.com/france/en/professional_investor/fundspage

Investissement durable : La démarche d'ODDO BHF Asset Management SAS



1. Notre approche générale

ODDO BHF AM est la branche de gestion d'actifs du Groupe ODDO BHF. Elle est la marque commune des cinq sociétés de gestion juridiquement distinctes: ODDO BHF Asset Management SAS (France), ODDO BHF Asset Management GmbH (Allemagne), ODDO BHF Asset Management Lux (Luxembourg), METROPOLE Gestion et ODDO BHF Private Equity. Son engagement pour l'intégration des facteurs ESG s'inscrit dans une longue tradition propre à notre groupe indépendant et familial. Grâce à notre expertise historique en matière de recherche en gouvernance d'entreprise, nous avons progressivement intégré depuis 2006 l'analyse des critères ESG dans la sélection des entreprises pour les principales classes d'actifs (actions, obligations, multi-asset et actifs privés).

En quelques années, nous avons développé une approche cohérente, forte et ambitieuse en matière d'investissement responsable, à travers nos capacités d'investissement et les solutions offertes à nos clients. Notre approche d'investissement responsable repose sur une conviction forte que la prise en compte des enjeux du développement durable à travers les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance permet de mieux évaluer l'impact sur la rentabilité des entreprises, à la fois en termes d'opportunités et de risques.

Au sein de ODDO BHF AM, nous fournissons à toutes nos équipes d'investissement les données et les informations ESG nécessaires afin qu'elles puissent évaluer les risques ou opportunités liés à une entreprise. Les équipes de gestion sont ainsi en mesure d'intégrer des informations liées à la durabilité dans leurs processus d'investissement, en minimisant ou en valorisant ces informations selon leur pertinence, comme ils le feraient pour toute autre donnée financière. Nous avons également mis en place des modèles de gouvernance, des systèmes et des processus spécifiques afin de renforcer notre approche.

2. Nos engagements pour promouvoir la finance durable

ODDO BHF Asset Management SAS est engagé depuis plusieurs années dans plusieurs initiatives internationales et nationales afin de promouvoir, dialoguer et sensibiliser différentes parties prenantes à l'investissement durable.

Notre participation à ces initiatives nous offre des opportunités d'engagement collaboratif afin de relever les défis à long-terme du développement durable et nous fournit des informations clés pour une meilleure prise de décision en matière d'investissement.

Adhésions & groupes d'engagement de place

SIGNATAIRE	MEMBRE	SOUTIEN
		
		
		
		
		
		

Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

Nos efforts constants en matière d'intégration ESG ont ainsi été récompensés depuis plusieurs années de A+, la note la plus élevée attribuée par les PRI, en matière de stratégie et de gouvernance. Cette note atteste de la qualité et du sérieux de notre démarche responsable.

ODDO BHF Asset Management SAS soutient et prend part également à plusieurs initiatives liées au climat (CDP, Climate Action 100+, Investor Agenda, TCFD). En 2021, nous avons également rejoint le Finance for Biodiversity Pledge, FAIRR, la World Benchmarking Alliance (WBA) et sommes devenus membres fondateurs de la coalition Transition Juste au sein de Finance for Tomorrow (F4T).

En France, nous participons depuis plusieurs années à la commission Dialogue & Engagement du Forum pour l'Investissement Responsable (FIR). La Commission a pour objectif de soutenir des positionnements communs auprès de sociétés cotées, tout au long de l'année ou lors des assemblées générales, sur plusieurs sujets relevant de leur responsabilité sociale et environnementale.

Afin d'accroître la clarté, l'homogénéité et la comparabilité des données, des notations et des réglementations ESG en Europe, ODDO BHF AM soutient également le groupe de travail du Enterprise Data Management Council sur les données et les métriques ESG.

La recherche constitue également une part essentielle de nos efforts en matière de diffusion et de partage de connaissances sur les thèmes ESG. Nous publions régulièrement des livres blancs thématiques, nous contribuons aux rapports réalisés par des acteurs du développement durable. Nous apportons également notre contribution à un large éventail d'interventions destiné à sensibiliser les clients et les autres parties prenantes aux thématiques ESG.

Livres blancs



Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

3. Notre offre de fonds durables

Au 31 mai 2022, ODDO BHF Asset Management SAS a un encours total d'actifs investis dans des fonds ouverts classifiés art. 8-9 de 8.9 Md€. Ceci représente 71.7% de ses encours totaux sous gestion (12.4 Md€). Chez ODDO BHF Asset Management SAS, aux exigences réglementaires SFDR s'ajoute la condition d'avoir une intégration ESG claire dans le processus d'investissement et la construction du portefeuille afin d'être classifié art. 8.

La classification SFDR de l'ensemble des fonds et mandats est continuellement mise à jour et accessible en ligne :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/infos_reglementaire

En matière de certifications, dix de nos fonds ont au minimum obtenu un des trois label ISR au 31 mai 2022 représentant 6.9 Md€, soit 55.3% de ses encours totaux.

Nos produits labélisés au 31 mai 2022



- ODDO BHF Active Small Cap
- ODDO BHF Green Planet
- ODDO BHF Sustainable Credit Opportunities

- ODDO BHF Green Planet
- ODDO BHF Sustainable Credit Opportunities
- ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond



- ODDO BHF Avenir Europe
- ODDO BHF Avenir Euro
- ODDO BHF Avenir
- ODDO BHF Génération

- ODDO BHF Green Planet
- ODDO BHF Sustainable Credit Opportunities
- ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond
- ODDO BHF Sustainable European Convertibles

Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

Ces labels ont été créés afin de clarifier le concept d'investissement socialement responsable (ISR) pour les investisseurs. La plupart des labels sont basés sur une certification indépendante garantissant la qualité et la transparence des processus mis en place.

Critères des label en ce qui concerne les exclusions & la construction de portefeuille

	Filter : Normes	Filter : Armes controversées	Filter : Armes conventionnelles	Filter : Equipement militaire	Filter : Tabac	Filter : Nucléaire	Filter : Charbon	Filter : Pétrole et gaz non conventionnels	Filter : Pétrole et gaz	Filter : Electricité via énergie fossile	Filter : Autre	Construction de portefeuille : intégration ESG	Construction de portefeuille : Best-in-class	Construction de portefeuille : Thématique	Construction de portefeuille : impact
 Label ISR (France)	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Oui	NA	NA
 FNG-Siegel (Allemagne, Autriche et Suisse)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	NA	Oui	NA	NA	Oui	Oui	NA
 Towards Sustainability (Febelfin) (Belgique)	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

Source : Georgieva, A. Mehrotra, S. (2022). Sustainable investment fund labeling frameworks: An apple-to-apples comparison

Afin d'accéder au détail des seuils d'exclusions et à la méthodologie, veuillez vous référer directement aux informations publiées par les agences de certification correspondantes :

CLA, Revised Towards Sustainability Qualitative Standard Final Criteria (2021),

https://www.towardssustainability.be/sites/default/files/files/RevisedQS_Technical_20210531.pdf

FNG-Label for sustainable investment funds (2020),

https://www.fng-siegel.org/media/downloads/FNG_Label_2021-Rules_of_Procedure.pdf

Label ISR français soutenu par les pouvoirs publics (2020),

https://www.lelabelisr.fr/wp-content/uploads/Referentiel_LabelISR_22Juillet2020_Modif.pdf

L'ensemble des informations relatives à la méthodologie d'intégration ESG de ces fonds ouverts est disponible dans les codes de transparence ISR disponibles sur notre site:

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/fundspage

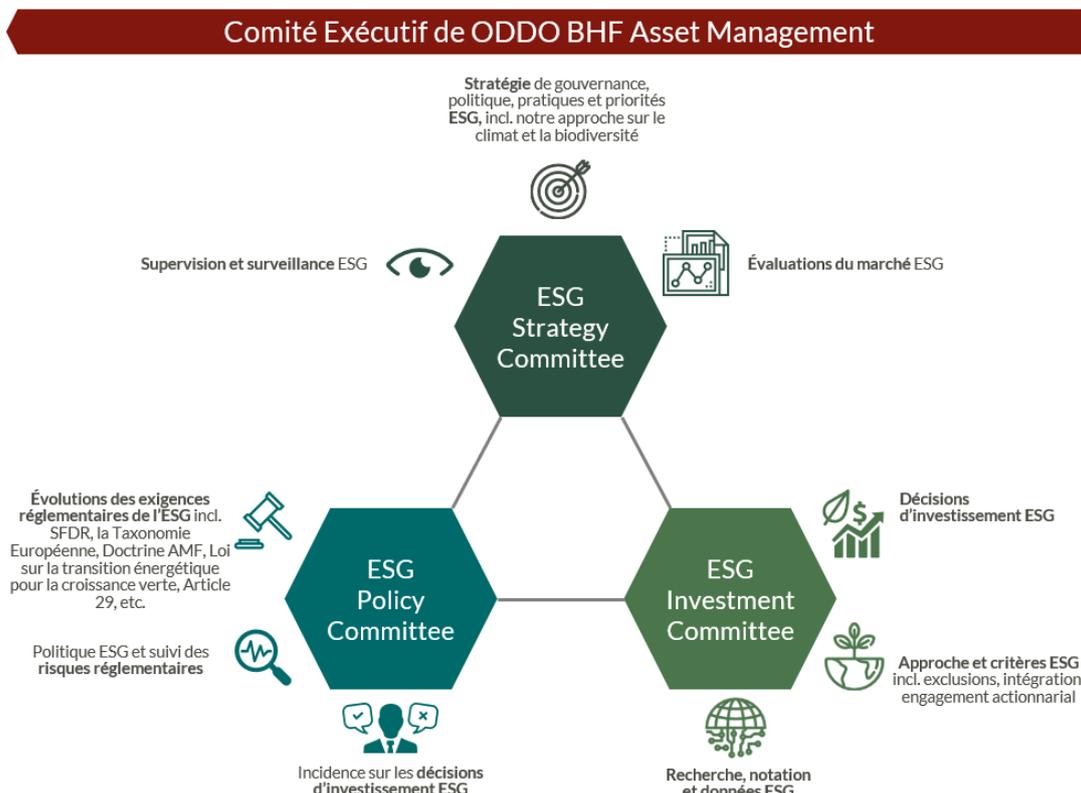
4. Nos ressources au service de l’investissement durable

4.1 Une ambition partagée par l’ensemble des équipes

Au sein d’ODDO BHF Asset Management, nous disposons d’un historique éprouvé et d’une structure de gouvernance au travers de trois Comités : Comité de Stratégie ESG, Comité de Politique ESG et Comité d’Investissement ESG.

Le Directeur des investissements (CIO), la Responsable globale de la recherche ESG, le Responsable groupe Sustainability Policy, le Responsable des risques et de la conformité, le Responsable du marketing / des produits, les gérants et autres responsables clés participent à ces Comités ESG avec pour objectif de discuter des évolutions de la stratégie ESG, de l’implémentation des nouvelles normes réglementaires ESG ou de l’analyse des sociétés à haut risque d’un point de vue ESG. Toutes les décisions stratégiques en matière de durabilité sont soumises au comité exécutif d’ODDO BHF Asset Management.

Modèle de gouvernance



Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

L'équipe ESG est composée de six analystes ESG et Climat dont les parcours sont diversifiés et pluridisciplinaires. L'équipe contribue à la production de recherches ESG et thématiques, mais aussi de solutions analytiques pour les gérants de portefeuille. Elle est également responsable du système de notation ESG interne d'ODDO BHF AM, ainsi que de l'intégration des analyses ESG et des données climatiques dans les processus d'investissement. La Responsable Globale de la Recherche ESG, Rachida Mourahib, rend compte au Président de ODDO BHF ASSET Management SAS et fait partie du comité de direction global.

L'équipe ESG

RACHIDA MOURAHIB
Responsable globale de la Recherche ESG
Membre du Comité de Direction Global
ODDO BHF AM SAS & ODDO BHF Private Equity
20 ans d'expérience en Recherche et Stratégie ESG

LEA MIOMANDRE
Analyste ESG
Lead s/ la Biodiversité/l'Impact
ODDO BHF AM SAS
3 ans d'expérience en Gestion d'actifs

SIMONA RIZZUTO
Analyste ESG
Lead s/ l'Engagement Actionnarial
ODDO BHF AM SAS
6 ans d'expérience en Gestion d'actifs

ALEXIS PRADELLES
Analyste quantitatif ESG
ODDO BHF AM SAS
1 an d'expérience en Gestion d'actifs

BRYAN BARRAS
Analyste ESG
Lead s/ les Droits Humains & Chaînes de Valeur
ODDO BHF AM SAS
1 an d'expérience en Gestion d'actifs

VALENTIN PERNET
Responsable groupe Sustainability Policy
ODDO BHF AM GmbH
6 ans d'expérience en Gestion d'actifs

Source : ODDO BHF Asset Management SAS

Toutes les équipes d'investissement travaillent avec l'équipe ESG pour structurer et mettre en œuvre notre approche durable en matière d'investissement. Cela représente 99 gérants/analystes de fonds répartis entre Paris, Düsseldorf et Francfort, soit 30% des effectifs d'emploi temps plein d'ODDO BHF AM.

4.2 Un équilibre entre recherche interne et externe

Malgré les nombreuses initiatives normatives et nouvelles réglementations en matière de publication, de comptabilité et de reporting extra-financier, les données, recherches et investissements ESG manquent toujours de standards et de cadres universellement reconnus.

Au sein d'ODDO BHF Asset Management SAS, nous avons la conviction que la prise en compte des enjeux du développement durable à travers les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance permet de mieux évaluer l'impact sur la rentabilité des entreprises, à la fois en termes d'opportunités et de risques.

En investissant dans des entreprises de toutes tailles et sur différentes classes d'actifs, ODDO BHF Asset Management SAS s'efforce d'éviter les biais d'informations ESG et a donc choisi de développer son modèle interne d'analyse ESG à partir de sources d'informations multiples.

Ainsi, pour alimenter son modèle interne d'analyse, l'équipe ESG s'appuie sur :

- Les publications des sociétés (rapports, présentations)
- Des fournisseurs externes d'analyse ESG (incluant MSCI¹, ISS², CDP³)
- Des fournisseurs externes de données financières et non financières brutes (Bloomberg, Factset)
- Les publications spécialisées des courtiers (incluant la recherche thématique)

Les données issues de MSCI intégrées dans le modèle interne concernent essentiellement quatre domaines d'analyse :

- Le système de gestion environnemental des émetteurs (intensité carbone, intensité eau, consommation d'énergie, gestion des déchets, politique de certification)
- L'analyse des controverses ESG (impact environnemental et/ou social des produits, incident fournisseur, respect des grandes chartes internationales sur le droit du travail et les droits humains, incident impliquant d'autres parties prenantes)
- La gestion de la chaîne d'approvisionnement (organisation et suivi, code de conduite, certifications)
- L'éthique des affaires (historique des incidents, politique anti-corruption, transparence fiscale)

Dans le cas de l'analyse ESG des petites et moyennes capitalisations boursières, la collecte d'informations en interne est plus importante compte tenu d'une couverture non exhaustive de cet univers pour les fournisseurs externes.

L'équipe de gestion contribue alors de façon active à l'analyse des actifs intangibles d'une entreprise (capital humain, innovation, réputation, etc.) et remplit systématiquement un questionnaire de 10

¹ www.msci.com

² Institutional Shareholder Service, www.issgovernance.com

³ Carbon Disclosure Project ; www.cdp.net

questions qualitatives préparé par l'équipe de recherche ESG. Cette démarche nous permet de capitaliser sur les rencontres régulières entre gérants et émetteurs.

Cette approche « bottom-up » implique principalement les spécialistes ESG, et les équipes de gestion aidés également de fournisseurs externes ESG pour certaines données quantitatives et qualitatives. Elle nous permet également d'avoir une vision holistique des aspects ESG pour chaque entreprise et chaque secteur.

4.3 Actions internes

L'équipe ESG organise régulièrement des sessions de formation interne (« Teach-In ») ouvertes à tous les collaborateurs, afin de clarifier et de mieux contextualiser des sujets liés à la durabilité, la dynamique du marché, les nouvelles réglementations (SFDR, Taxonomie de l'Union européenne (UE), Décret 29 en France, Zielmarkt en Allemagne, etc.) et des thèmes liés à la finance durable.

D'autres formations à destination d'équipes spécifiques sont mises en place dans le but de renforcer leurs compétences ESG afin de soutenir la mise en application de notre stratégie d'investissement durable. L'équipe ESG est actuellement en train d'établir un plan de formation pour les équipes de vente afin de les sensibiliser aux enjeux clés des différents secteurs d'activité de nos sociétés investies.

Depuis 2021, la politique de rémunération a été adaptée à l'intégration des risques de durabilité. Les différentes modalités sont disponibles dans notre politique de rémunération variable :

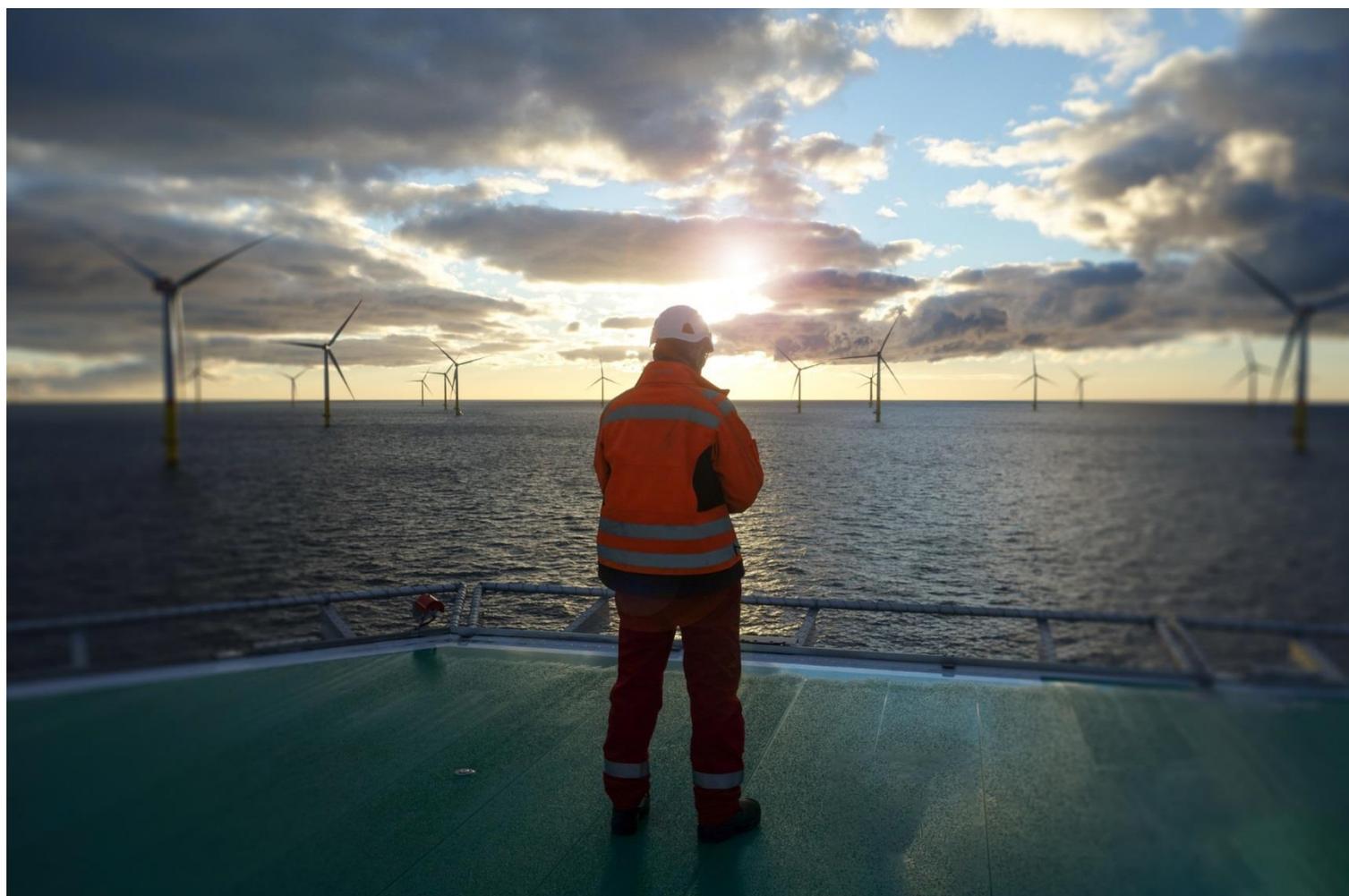
https://am.oddo-bhf.com/FRANCE/fr/investisseur_professionnel/DownloadSingleDocumentML?Langue=FR&IDSarray=11279&IdSeqArray=1241628

Au cours de ces dernières années, ODDO BHF Asset Management SAS a augmenté continuellement les budgets consacrés aux outils et données ESG afin de soutenir les ambitions en regard de la durabilité.

En 2022, ODDO BHF AM a renforcé ses équipes avec l'arrivée de 2 nouveaux collaborateurs au sein de l'équipe ESG et la nomination de Valentin Pernet, ancien Responsable de la Recherche ESG, en tant que Group Head of Sustainability Policy. Dans ce nouveau rôle, Valentin sera chargé de développer et de coordonner la mise en œuvre des politiques ESG et climatiques au sein des différentes entités du Groupe ODDO BHF (AM, Corporate & Markets, PWM, fonctions support).



L'intégration des critères ESG dans notre analyse et nos investissements



1. Généralités

L'analyse ESG développée en interne par ODDO BHF Asset Management SAS repose sur les principes du Pacte Mondial des Nations Unies, auquel le groupe ODDO BHF adhère depuis 2015. Ce dernier est bâti autour de 10 principes traitant des droits de l'homme, des droits du travail, de l'environnement, et de la lutte contre la corruption, issus des grands référentiels internationaux (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Conventions OIT, Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et la Convention des Nations Unies contre la corruption).

Les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies

 <p>DROITS DE L'HOMME</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les entreprises doivent promouvoir et respecter la protection des droits de l'homme reconnus sur le plan international; 2. S'assurer qu'elles ne se rendent pas complices de violations des droits de l'homme.
 <p>TRAVAIL</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. Les entreprises doivent respecter la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collectif; 4. Contribuer à l'élimination de toutes formes de travail forcé et obligatoire; 5. Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants; 6. Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.
 <p>ENVIRONNEMENT</p>	<ol style="list-style-type: none"> 7. Les entreprises doivent appliquer l'approche de précaution face aux défis liés à l'environnement; 8. Prendre des initiatives visant à encourager une plus grande responsabilité en matière d'environnement; 9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
 <p>ANTI-CORRUPTION</p>	<ol style="list-style-type: none"> 10. Les entreprises doivent lutter contre la corruption sous toutes ses formes, notamment l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Source : Organisation des Nations Unies

2. Nature des critères ESG pris en compte

Notre modèle interne d'analyse ESG des entreprises est fondé sur 10 thèmes, dont 3 thèmes environnementaux, 4 thèmes sociaux et 3 thèmes de gouvernance, pour lesquels différents indicateurs sont à chaque fois mesurés. Le modèle englobe ainsi les principaux impacts négatifs sur le développement durable (« Principal Adverse Impacts – PAI »), tels que décrits dans notre déclaration sur les principaux impacts négatifs.

Les 10 thèmes de notre modèle de recherche et de notation ESG pour les entreprises liés aux ODD



Source : ODDO BHF AM, 2022

2.1 Environnement

L'analyse du bloc Environnement (E) évalue d'abord l'existence et l'adoption d'un système de management environnemental (SME) des entreprises afin de mesurer leur degré de maturité et les progrès accomplis

en gestion environnementale. L'analyse des opportunités et/ou risques environnementaux que nous effectuons ensuite s'inspire de l'approche proposée par le groupe de travail international sur le reporting climat (TCFD). L'analyse des opportunités se concentre sur les produits et/ou services offerts par l'entreprise en se focalisant sur leur valeur ajoutée environnementale. L'analyse des risques consiste à étudier l'alignement de chaque entreprise avec les recommandations de la TCFD en passant en revue la gouvernance des questions climatiques, l'évaluation de la stratégie climatique, la gestion des risques (risques de transition, risques physiques) et les objectifs et scénarios à long-terme qui ont été déterminés.

2.2 Social

Au sein du bloc Social (S), nous considérons le capital humain (gestion, y compris la qualité du management/ressources humaines) comme un facteur clé de la vision, de la mission et de la stratégie de l'entreprise sur le long-terme. La gestion du capital humain et les questions sociales afférentes constituent un pilier majeur de notre recherche et notre modèle d'analyse ESG.

En effet, le leadership d'un dirigeant, la gestion des talents, la compréhension de l'importance de la diversité par un comité exécutif, ou encore la capacité d'innovation sont autant d'enjeux clés sur lesquels nous portons une attention particulière lorsque nous évaluons les entreprises.

De même, s'intéresser à l'écosystème social de l'entreprise (valeur de la marque, capital client, capital technologique, chaîne d'approvisionnement) nous permet d'appréhender au mieux les facteurs de création de valeur à long-terme souvent cachés au sein de la chaîne de valeur de l'entreprise.

2.3 Gouvernance

Enfin, au sein du bloc Gouvernance (G), nous attachons une importance particulière à la gouvernance et à l'éthique des affaires sous de multiples angles, et nous suivons de près les questions importantes telles que l'historique des incidents et controverses⁴, la transparence fiscale et l'exposition au risque de corruption au niveau sectoriel et souverain.

Afin d'éviter au maximum les biais d'analyse, nous distinguons les entreprises selon leur structure de capital (non-contrôlée, contrôlée, familiale) et leur capitalisation boursière (Large Cap vs Mid & Small Cap).

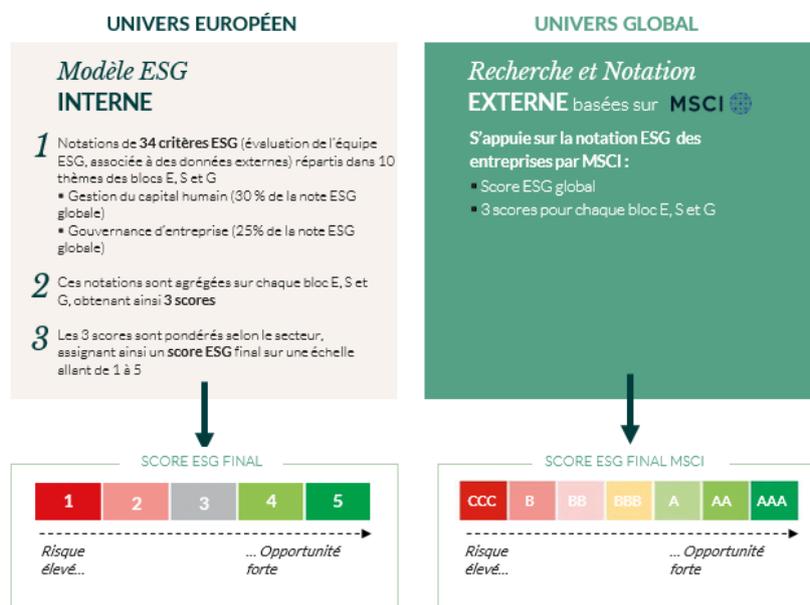
⁴ Corruption et fraude, structures de gouvernance, investissements controversés, autres

3. Notre méthodologie

L'analyse des investissements est réalisée par nos équipes de gestion de fonds soutenues par la recherche, les notations et l'analyse ESG. Cette approche nous permet d'identifier les risques financiers et extra-financiers des entreprises et d'évaluer leurs degrés de matérialité financière.

Pour l'univers d'investissement européen, nous avons développé notre propre modèle interne de recherche et de notation ESG des entreprises, en nous appuyant sur de multiples sources d'informations. Pour les entreprises situées en dehors de notre univers de couverture européen, nous nous appuyons principalement sur les notations MSCI basées sur une approche best-in-class. En 2022, nous avons l'intention d'étendre la couverture de notre univers mondial en agrégeant des données alternatives supplémentaires. Nous avons aussi développé un modèle ESG interne pour les souverains rassemblant 75 indicateurs provenant de sources multiples⁵.

Deux modèles d'analyse extra-financières des entreprises selon l'univers étudié



Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

⁵ Amnesty International, Bündnis Entwicklung Hilft, Climate Watch, Convention on Biological Diversity, COP 21, COP 26, Financial Action Task Force, Food and Agriculture Organization, Freedomhouse, Garriga, International Energy Agency, International Labour Organization, International Monetary Fund, International Telecommunication Union, OECD, Population Reference Bureau, Programme for International Student Assessment, Transparency International, UNESCO, UNICEF, United Nations, Vision of Humanity, WHO, World Bank, World Intellectual Property Organization

3.1 Notre modèle ESG interne pour les entreprises

Le poids de chacun des blocs Environnement, Social, et Gouvernance est déterminé au niveau sectoriel en fonction des opportunités et des risques à long-terme. Concrètement, nous utilisons une grille nous permettant d'appréhender le degré d'exposition de chaque secteur économique aux enjeux du développement durable. Ainsi, nous nous intéressons à 12 thèmes liés au niveau d'importance des entreprises et des secteurs. Ces thématiques sont : énergies propres, efficacité énergétique, biodiversité, économie circulaire, mobilité durable, droits fondamentaux, emploi, santé, éducation, inclusion, innovation technologique et éthique des affaires. A titre d'exemple, le secteur média verra le poids du bloc Environnement s'établir à 10% et celui du bloc Social à 50%, contre respectivement 30% et 40% pour le secteur Energie.

Notre modèle se base sur les critères présentés en partie 2 « Nature des critères ESG pris en compte ». Chaque entreprise analysée obtient un score absolu sur 100 points sur chacun des trois blocs E, S, et G, et un score agrégé ESG après pondération de chaque bloc. In fine, nous pouvons classer les entreprises sur une échelle comprenant 5 niveaux : « Opportunité forte » (= 5), « Opportunité » (= 4), « Neutre » (= 3), « Risque modéré » (= 2) et « Risque élevé » (= 1).

L'analyse des controverses ESG (accidents industriels, pollutions, condamnations pour corruption, pratiques anticoncurrentielles, sécurité des produits, gestion de la chaîne d'approvisionnement, ...), reposant sur les éléments fournis par MSCI ainsi que sur notre recherche en interne, est intégrée au modèle d'analyse et impacte par conséquent directement la note ESG finale de chaque entreprise.

Les analyses des sociétés sont continuellement mise à jour lorsque les équipes de gestion et d'analyse ESG les rencontrent, et à défaut tous les 18 à 24 mois en moyenne. L'évolution positive ou négative d'une controverse ESG est également de nature à modifier la note d'une entreprise à tout moment.

Dans leur travail quotidien, les équipes de gestion ont accès aux fiches ESG synthétiques de l'ensemble de l'univers de couverture, leur permettant d'avoir une information rapide et à jour des valeurs en portefeuilles. Nous communiquons de manière transparente sur la performance ESG de nos fonds. Outre la note ESG globale, cette fiche détaille les notes par blocs (E, S, et G), les principaux points d'actualité récents et les 4 points clés les plus pertinents en fonction du secteur d'activité de l'entreprise considérée.

Exemple de fiche valeur issu de notre modèle interne d'analyse ESG



Source : ODDO BHF Asset Management SAS

3.2 Modèle MSCI

L'outil MSCI ESG Research est conçu pour mesurer la résilience d'une entreprise face aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance à long-terme et significatifs pour son secteur. Les notations ESG vont du leader (AAA, AA) au retardataire (B, CCC) en passant par la moyenne (A, BBB, BB). Le modèle MSCI ESG Ratings identifie les risques ESG (problèmes clés) les plus importants pour une sous-industrie ou un secteur GICS®.

Hiérarchie des modèles de notation ESG de MSCI Research

Notation ESG (IVA)									
Pilier Environnement				Pilier Social				Pilier Gouvernance	
Changement climatique	Capital naturel	Pollution & gestion des déchets	Opportunités environ.	Capital humain	Responsabilité des produits	Opposition des parties prenantes	Opportunités sociales	Gouvernance d'entreprise	Comportement des entreprises
Emissions carbonées	Stress hydraulique	Emissions toxiques & déchets	Opport. en matière de technologies propres	Gestion du travail	Sécurité & qualité des produits	Approvisionnement controversé	Accès à la communication	Propriété & contrôle	Ethique des affaires
Empreinte carbone du produit	Biodiversité & utilisation des terres	Matériaux d'emballage & déchets	Opport. en matière de bâtiments verts	Santé & sécurité	Sécurité chimique	Relations avec la communauté	Accès au financement	Board	Transparence fiscale
Financement de l'impact environ.	Approvisionnement en matières premières	Déchets électroniques	Opport. en matière d'énergies renouvelables	Développement du capital humain	Protection financière des consommateurs		Accès aux soins de santé	Rémunération	
Vulnérabilité au changement climatique				Normes de travail dans la chaîne d'approvisionnement	Vie privée & sécurité des données		Opport. en matière de nutrition et de santé	Comptabilité	
					Investissement responsable				
					Assurer la santé et le risque démographique				

Source : MSCI ESG Key Issues

Le modèle de notation ESG de MSCI mesure :

- L'exposition aux risques
- La gestion des risques

Chacun de ces deux critères sont mesurés puis formulés sous forme de scores, qui sont ensuite combinés, de telle sorte qu'un niveau d'exposition plus élevé nécessite de démontrer un niveau plus élevé de capacité de gestion afin d'obtenir le même Key Issue Score final. Les Key Issue scores sont exprimés sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie très mauvais et 10 signifie très bon

Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée par MSCI ESG Research, veuillez vous référer aux informations disponible sur le lien suivant :

<https://www.msci.com/our-solutions/esg-investing/esg-ratings#:~:text=What%20is%20an%20MSCI%20ESG,those%20risks%20relative%20to%20peers.>

3.3 Notre modèle ESG interne pour les souverains

Notre modèle ESG interne pour les souverains a été mis à jour en 2022, sur la base des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Le modèle repose sur 4 piliers divisés en 15 thèmes. 75 indicateurs sont évalués, certains étant spécifiques à certains pays, en fonction de leur niveau de revenu, car les pays à revenu élevé ou modéré ne sont pas confrontés aux mêmes défis.

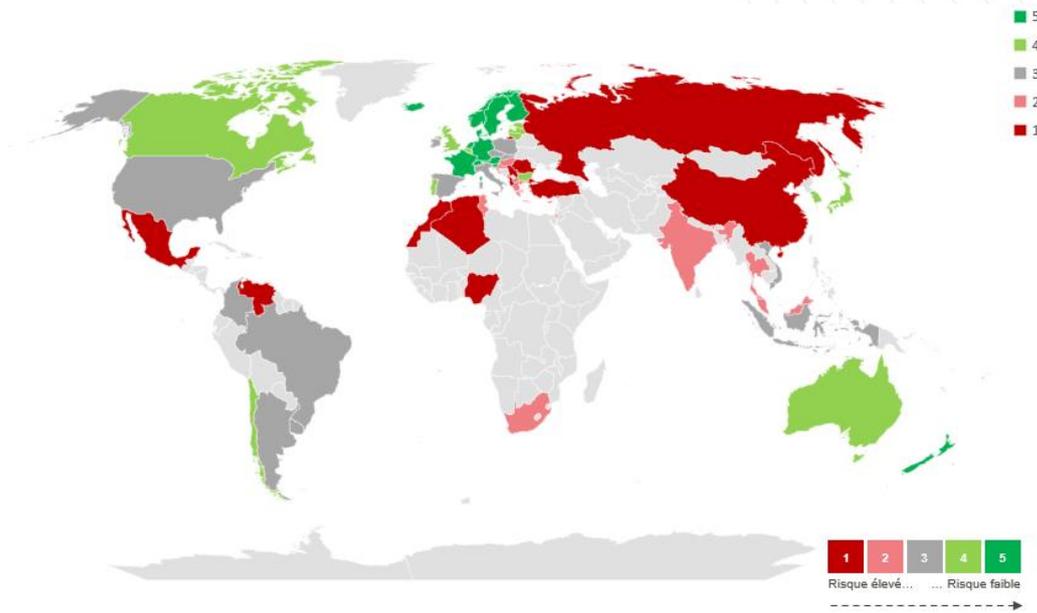
Les 15 thèmes de notre modèle de recherche et de notation ESG pour les souverains liés aux ODD



Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

65 pays, plus l'Union européenne, sont évalués selon ce modèle. Chaque pays reçoit une note allant de 1 (= "risque élevé") à 5 (= "risque faible"), comme dans notre modèle ESG interne pour les entreprises.

Niveau de risque ESG à court/moyen terme par pays



Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

4. Intégration des résultats de l'analyse ESG dans le processus d'investissement

Notre démarche s'articule autour de trois étapes systématiques : « les exclusions », « l'intégration des ESG » et « l'engagement actionnarial ».

Les trois piliers fondamentaux de notre approche durable



Source : ODDO BHF Asset Management SAS

Sur la base de ces trois piliers, nous nous engageons à renforcer notre couverture ESG dans la gestion de nos portefeuilles, comme l'illustre le tableau suivant :

Champ d'application des politiques et des processus ESG de ODDO BHF AM

		Fonds ouverts Art. 6 SFDR	Fonds ouvertsx Art. 8-9 SFDR	Fonds dédiés et mandats Art. 6 SFDR	Fonds dédiés et mandats Art. 8-9 SFDR
Politique d'exclusion	Socle commun	✓	✓	⚡	⚡
	Exclusions sectorielles spécifiques	⚡	⚡	⚡	⚡
Intégration ESG	Modèle ESG propriétaire <i>Univers d'investissement européen</i>	✗	✓	✗	✓
	MSCI ESG Research <i>Univers d'investissement global</i>	✗	✓	✗	✓
Engagement actionnarial	Dialogue	⚡	✓	⚡	✓
	Engagement individuel	✗	✓	✗	✓
	Engagement collaboratif	⚡	✓	⚡	✓
	Vote <i>Seuil minimum</i>	✓	✓	⚡	⚡

✓ Oui
⚡ Partiellement
✗ Non

Source : ODDO BHF AM, 2022⁶

4.1 Politique d'exclusion

En septembre 2021, nous avons réorganisé et mis à jour notre politique d'exclusion créant deux catégories d'exclusion :

- › **Socle commun de nos exclusions** s'appliquant à tous les fonds ouverts, quelle que soit leur classification SFDR ;
- › **Exclusions sectorielles spécifiques** s'appliquant uniquement à certains fonds ouverts et dédiés, ainsi qu'à certains mandats classés en tant qu'art. 8 et 9 SFDR.

⁶ Le règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR) est un ensemble de règles européennes visant à rendre le profil de durabilité des fonds transparent, plus comparable et davantage compréhensible par les investisseurs finaux. Article 6 : L'équipe de gestion ne prend pas en compte les risques de durabilité ou les effets négatifs des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité dans le processus de décision d'investissement. Article 8 : L'équipe de gestion traite les risques de durabilité en intégrant des critères ESG (Environnement et/ou Social et/ou Gouvernance) dans son processus de décision d'investissement. Article 9 : L'équipe de gestion suit un objectif d'investissement durable strict qui contribue de manière significative aux défis de la transition écologique, et traite les risques de durabilité par le biais de notations fournies par le fournisseur externe de données ESG de la société de gestion

Elle précise également les exclusions que doivent respecter les fonds de placement afin de se conformer aux différents labels ISR.

Cette politique nous permet de mieux intégrer les risques extra-financiers sur le long-terme et reflète notre stratégie visant à soutenir une transition écologique. Le socle commun couvre les sujets de gouvernance, ainsi que les normes et les conventions internationales sur la base du Pacte mondial des Nations Unies, les armes non conventionnelles, le charbon, le pétrole et gaz non conventionnels, l'exploration et production de combustibles fossiles dans l'Arctique, la biodiversité et l'huile de palme, et le tabac alors que les exclusions sectorielles spécifiques concernent le pétrole et le gaz conventionnels, le nucléaire, les jeux d'argent, les armes conventionnelles, les OGM, l'alcool et le divertissement pour adultes.

Notre politique d'exclusion est disponible dans son intégralité à l'adresse suivante :

https://am.oddo-bhf.com/fr/investisseur_professionnel/ad/investissement_durable/1339/publication/1380

4.2 Notre démarche d'engagement actionnarial

L'engagement actionnarial peut être résumé en trois composantes :

1. Dialogue avec les entreprises
2. Engagement individuel ou collaboratif
3. Exercice des droits de vote

Investisseur de long-terme et de convictions, ODDO BHF Asset Management SAS adopte l'ensemble de ces trois approches. Ainsi, en utilisant ces différents outils, nous recherchons à améliorer les pratiques opérationnelles des sociétés dans lesquelles nous investissons, à accroître la transparence sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance, et à garantir une création de valeur à long terme en matière de stratégie, de gestion des risques et de gouvernance. Notre approche d'engagement actionnarial est alignée avec les principes du Code de gouvernance de l'EFAMA (EFAMA Stewardship Code).

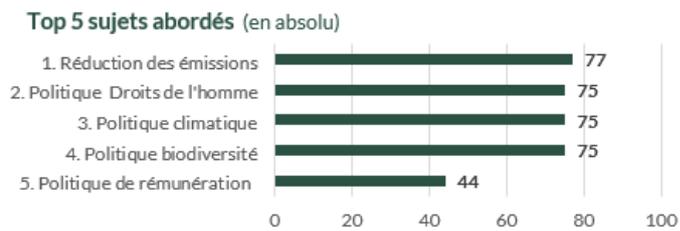
4.2.1 Dialogue avec les entreprises

Notre démarche de dialogue vise avant tout l'amélioration des pratiques et une plus grande transparence de la part des entreprises sur les enjeux les plus matériels liés à la durabilité. Le dialogue n'est pas une

question d'activisme actionnarial, mais il peut permettre aux entreprises de comprendre et de réaliser des progrès sur les questions extra-financières créatrices de valeurs sur le long-terme pour le compte de l'ensemble des parties prenantes.

Les statistiques de nos dialogues

- › 2019 : 66 entreprises
- › 2020 : 128 entreprises
- › 2021 : **104 entreprises**

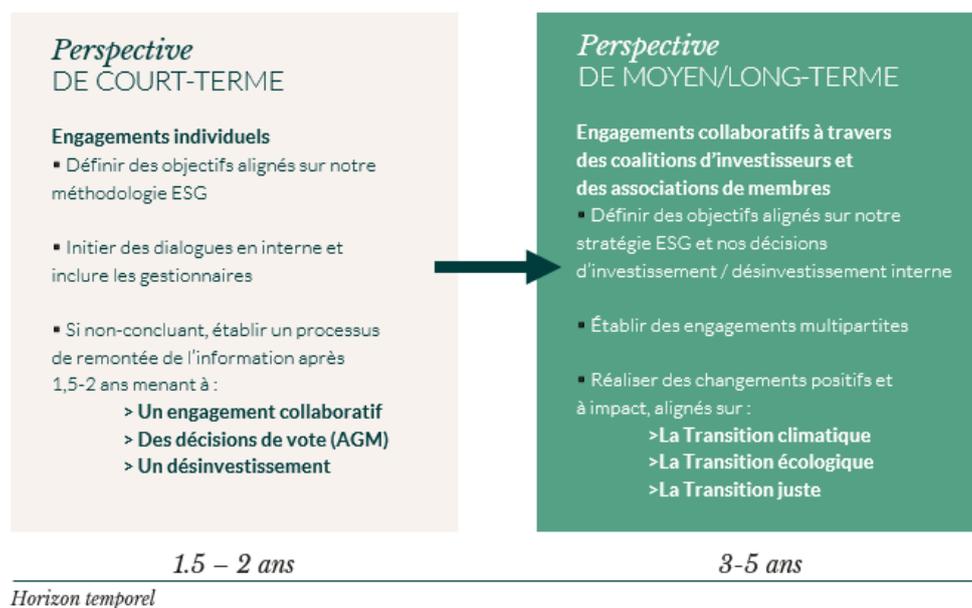


Source : ODDO BHF Asset Management SAS

4.2.2 Engagement individuel ou collaboratif

Notre processus d'engagement individuel se concentre principalement sur les sociétés dans lesquelles nous avons investi à travers nos fonds ouverts, nos fonds dédiés et nos mandats art. 8 et 9 SFDR. L'engagement va ici plus loin qu'un dialogue car nous accompagnons les entreprises dans leurs stratégies de développement durable en les aidant à aligner leurs pratiques ESG avec les standards de marché mais également les accompagner dans une trajectoire plus durable pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Notre approche d'engagement actionnariale



Source : ODDO BHF AM, 2022

Notre démarche s'appuie sur l'identification et la formalisation systématique des axes de progrès attendus, nous permettant ainsi de suivre et d'évaluer les résultats. Nous engageons auprès d'une entreprise de manière individuelle pour aborder des questions spécifiques sur un horizon court-terme, soit en moyenne 1.5 à 2 ans. Nous considérons que notre approche a porté ses fruits si nous pouvons constater des améliorations de ses pratiques dans les 18 à 24 mois suivant notre première réunion. Si l'engagement est infructueux, les équipes de gestion de nos fonds peuvent mettre en place un processus de remontée de l'information après consultation de l'équipe ESG. Ce processus peut conduire au lancement d'un engagement collaboratif, et/ou à un vote contre la résolution à l'AGA de la société, et/ou à l'exclusion de l'émetteur de l'univers d'investissement ou, dans le cas d'une position active, à un désinvestissement.

En ce qui concerne l'engagement collaboratif, celui-ci est privilégié lorsqu'il s'agit de traiter de problématiques liées au développement durable sur un horizon plus long, soit en moyenne 3 à 5 ans. Pour ce faire, nous sommes impliqués dans plusieurs coalitions et initiatives collaboratives qui nous permettent de cibler certaines actions auxquelles nous souhaitons apporter notre soutien. A titre d'exemple, ODDO BHF Asset Management SAS a fait partie intégrante d'un engagement collaboratif avec Climate Action 100+ auprès de ArcelorMittal et AP Moller Maersk. Le groupe a également participé activement à la Non

Disclosure Campaign du Carbon Disclosure Project (CDP) qui demande aux entreprises plus de transparence concernant leurs risques liés au climat.

Les statistiques de nos engagements



¹ Nous définissons les engagements collaboratifs directs comme une participation active au processus d'engagement par le biais des coalitions. Cela n'inclut pas l'engagement collaboratif supplémentaire dans les différents groupes de travail en cours. | ² Groupe d'investisseurs ne faisant pas partie d'une coalition.

Source : ODDO BHF AM SAS, 2022

De plus amples informations sur notre démarche d'engagement sont disponibles dans notre politique d'engagement actionnarial et notre compte-rendu annuel de la politique d'engagement actionnarial accessibles à l'adresse suivante :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/infos_reglementaire

4.2.3 L'exercice des droits de vote aux assemblées générales

ODDO BHF Asset Management SAS considère que l'exercice des droits de vote fait partie intégrante de sa responsabilité d'actionnaire. En 2021, l'approche et le processus ont été mis à jour et harmonisés entre les différentes entités juridiques de ODDO BHF AM. Ainsi, lors des assemblées générales, nous votons à partir d'un seuil minimum de détention de 0,05 % du capital des sociétés dans lesquelles nous sommes investis, et pour les fonds ayant un label de finance durable, nous votons à toutes les assemblées générales (AG).

Sur la base de notre politique d'engagement actionnarial, nous utilisons les services d'un prestataire externe, ISS, pour l'analyse des résolutions et la détermination des votes. Les recommandations d'ISS sont soumises aux équipes de gestion qui prennent la décision finale des votes, avec un échange préalable avec la recherche ESG dans le cas des résolutions à caractère social et environnemental. À partir de 2022, une nouvelle politique d'engagement actionnarial climatique alimentée par l'analyse d'ISS nous permettra de mieux informer nos décisions de vote, grâce à une vision claire des risques et opportunités liés au climat pour chacune des entreprises dans lesquelles nous sommes investis (« ISS Custom Climate Model »).

Pour l'exercice 2021, ODDO BHF AM SAS a voté à 411 assemblées générales de sociétés européennes cotées, ce qui représente 6236 résolutions. En respect du périmètre de sa politique d'engagement



Notre approche de l'intégration des risques liés au changement climatique



1. Les trois axes de notre stratégie climat

ODDO BHF Asset Management SAS place depuis plusieurs années l'enjeu climatique au cœur de son processus décisionnel en matière de stratégie d'investissement. En effet, au-delà de se conformer aux exigences réglementaires fixée par l'Union européenne, nous estimons qu'une prise en compte efficace des risques climatiques permet à nos gérants d'identifier les entreprises qui, à un moment donné, ont été ou seront confrontées à adapter leur modèle économique afin de s'aligner sur une trajectoire de transition écologique pouvant considérablement impacter leur performance.

Notre stratégie climat est en cours d'évolution afin de prendre en compte la transparence de plus en plus croissante des entreprises sur le sujet. Cependant, nous l'articulons autour de trois concepts permettant une gestion optimale du sujet :

Gouvernance

L'inclusion des différentes équipes dans la construction de notre approche climatique ainsi que la diffusion d'information sont extrêmement importantes.

Notre équipe dédiée à la durabilité travaille de façon collégiale avec les équipes d'investissement, commerciales ou de risque et conformité afin de mettre en œuvre les trois étapes systématiques de notre approche d'intégration ESG : les « exclusions », « l'intégration ESG » et l'« engagement actionnarial ». Le système de gouvernance établie à travers 3 comités dédiés permet de réunir les différents responsables de nos équipes afin de partager sur les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance et remonter les besoins de chacun. Pour rappel, la composition de nos équipes et comités sont disponibles en partie 4. « Nos ressources au service de l'investissement durable ».

La Responsable Globale de la Recherche ESG siégeant au comité exécutif de ODDO BHF AM soumet toutes décisions stratégiques pour validation octroyant, de fait, la responsabilité au niveau exécutif en ce qui concerne la gestion de la stratégie de durabilité. Elle est épaulée par le Group Head of Sustainability Policy, Valentin Pernet, qui est rattaché au niveau du Groupe ODDO BHF.

Analyse

L'analyse est primordiale afin de mieux comprendre le positionnement de nos portefeuilles en intégration ESG. Plusieurs outils d'analyse sont mis en place et utilisés nous permettant d'identifier les risques et d'opportunités environnementales au regard des scénarios climatiques de long-terme. A titre d'exemple, nous développons notre propre indicateur d'analyse de la transition énergétique (ETA).

Engagement

Afin de renforcer notre engagement en faveur des questions ayant trait au changement climatique, ODDO BHF Asset Management SAS a adhéré et est actif dans différents groupes de place. Signataire du CDP Carbone depuis 2006 (Eau et Forêts depuis 2017), nous avons rejoint l'initiative « Non-Disclosure Campaign » du CDP afin d'encourager les entreprises à plus de transparence sur les risques liés au climat. Nous avons également rejoint l'initiative Climate Action 100+ en mars 2018 dans l'objectif clair de prendre part à un dialogue significatif entre investisseurs et émetteurs avec les 100 principaux émetteurs de gaz à effet de serre du secteur privé. Enfin, nous sommes membres fondateurs de la coalition Transition Juste au sein de Finance for Tomorrow (F4T) afin de soutenir les efforts d'engagement collaboratif en faveur d'une transparence accrue sur les questions sociales liées aux activités de transition.

2. L'intégration des risques liés au climat fait partie intégrante de notre stratégie et de notre recherche

En tant qu'investisseur, nous sommes responsables vis-à-vis de nos clients de la finalité de nos investissements et de leur impact sur l'environnement, l'économie et la société dans sa globalité. Nous sommes concernés par les risques et les opportunités liés au changement climatique et nous avons fait le choix de prendre en compte les enjeux climatiques dans chacun des trois piliers fondamentaux de notre approche durable, ce qui implique une intégration à tous les niveaux comme expliquée ci-dessous. Ceci nous permet d'aligner nos pratiques sur les objectifs de long-terme de l'Accord de Paris.

2.1 Le dialogue & engagement actionnarial

Dans le cadre de notre démarche d'engagement actionnarial, nous avons adopté une politique de dialogue et d'engagement active, en particulier sur les questions environnementales. Sur base de nos statistiques (cf. « 4.2.1 Dialogue avec les entreprises »), 3 des 5 sujets les plus abordés lors des rencontres avec les entreprises dans lesquelles nous investissons sont liés au climat. Nous cherchons à mieux évaluer les risques et opportunités inhérents à chaque activité en particulier pour une entreprise à fort impact environnemental.

En ce qui concerne le premier sujet le plus abordé, soit la réduction des émissions de gaz à effet de serre, nous encourageons les entreprises à fixer des objectifs absolus de réduction et à les faire certifier scientifiquement. A propos de la politique climatique, troisième sujet le plus abordé avec les entreprises, les thèmes principalement discutés sont le développement d'une offre de produits ou services à valeur ajoutée environnementale, la mise en place d'une analyse de cycle de vie des produits, les questions concernant le prix du carbone, les dépenses d'investissement et l'inclusion de scénarios de 1.5/2°C dans sa prise de décision stratégique. Finalement, la prise en compte de l'impact de l'entreprise sur la biodiversité est un sujet de plus en plus discuté (4 sur 5 dans nos sujets débatus avec les entreprises), car l'érosion de la biodiversité et le changement climatique sont fortement liés agissant dans une boucle de rétroaction (cf. « Notre approche sur la biodiversité »).

Nous avons également mis à jour notre politique d'engagement actionnarial globale afin de prendre en compte les engagements climatiques pris par les entreprises et le niveau de transparence de ces engagements mais également les résultats obtenus.

2.2 Les exclusions

Pour respecter l'Accord de Paris et l'objectif d'une limitation du réchauffement climatique à 1.5°C, il est nécessaire de réduire la place des énergies fossiles dans le mix énergétique mondial en raison de leur poids dans les émissions mondiales de CO2. A titre d'exemple, l'International Energy Agency estime que le charbon thermique représente environ 40% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial et la génération d'électricité issue de ce dernier se caractérise par une intensité carbone deux fois plus supérieure à celle du gaz naturel. Pour ce faire, notre politique d'exclusion intègre des restrictions sur le charbon, le pétrole et gaz non conventionnels ainsi que l'exploration et la production de pétrole et de gaz conventionnelles et non conventionnelles dans la région arctique dans le socle commun d'exclusions et qui, par conséquent, s'applique à tous nos fonds ouverts.

Exclusions du socle commun d'exclusion liées aux énergies fossiles

Secteurs	Seuils d'exclusion	Activités	Encours couvert par le critère d'exclusion
 Charbon	>8 millions de tonnes ou 5% ¹	Extraction de charbon – UE & OCDE : 0% (2030), Reste du monde : 0% (2040)	<i>Socle commun</i> >> <i>totalité des encours</i> ⁴
	>20% ²	Production d'électricité – Pays de l'UE & OCDE : 15% (2024), 10% (2026), 5% (2028), 0% (2030)	
	0	Toute entreprise qui développerait de nouveaux projets liés à l'exploitation du charbon thermique, quelle que soit la taille du projet	
 Pétrole et gaz non conventionnels³	>5% ¹	Exploration-production et exploitation	<i>Socle commun</i> >> <i>totalité des encours</i> ⁴
 Arctique	>10% ¹	Exploration-production et exploitation de pétrole et gaz (conventionnelles et non conventionnelles) dans la zone Arctique	<i>Socle commun</i> >> <i>totalité des encours</i> ⁴

Tous les détails figurent dans la politique d'exclusion de ODDO BHF AM.

¹ du chiffre d'affaires | ² du mix de production ou de la capacité installée | ³ Inclut le pétrole & gaz de schiste, les sables bitumeux | ⁴ Sauf ODDO BHF AIF PLC

Source : ODDO BHF AM, 2022

En ce qui concerne le charbon, ODDO BHF AM s'inscrit dans un calendrier de sortie d'ici 2030 pour les pays de l'UE et de l'OCDE et d'ici 2040 pour le reste du monde. Pour le pétrole et gaz non conventionnels, nous sommes en cours de réflexion sur la définition d'un calendrier ainsi que sur le processus de revue régulière de notre avancement.

Notre politique d'exclusion est disponible sur le lien suivant :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/ad/investissement_durable/1339/publication/1380

2.3 Notre modèle interne ESG

La composante environnementale de notre modèle d'analyse ESG, se divise en trois parties :

- › Le système de management environnemental (intensité carbone, intensité eau, mix énergétique, gestion des déchets, certifications) ;
- › L'analyse des opportunités environnementales au niveau des produits et services offerts ;
- › L'analyse des risques liés à l'évolution du climat sur les activités de l'entreprise.

Notre modèle interne intègre les recommandations du groupe de travail international TCFD, permettant une analyse holistique des expositions d'une entreprise au climat quel que soit son secteur, en se concentrant sur les impacts financiers des risques et opportunités. Pour l'analyse TCFD, nous utilisons les recommandations du CDP qui passent systématiquement en revue quatre dimensions afin de mieux capter les complexités risques :

1. la gouvernance des risques ;
2. l'évaluation de la stratégie liée au climat ;
3. la gestion opérationnelle des risques liés au climat ; et
4. les objectifs chiffrés.

Cela nous permet de passer en revue pour chaque entreprise des questions telles que le niveau de leadership sur les questions liées au climat (CEO, Boad, Comex ...), la prise en considération ou non des risques de transition et risques physiques, l'utilisation de scénario 2°C dans la planification stratégique ou bien encore l'existence ou non d'objectifs absolus de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Extraction de notre modèle interne d'analyse sur le bloc Environnement

ENVIRONMENTAL OPPORTUNITIES		12.0	20.0		
1. Initiatives & low carbon products		12.0	20.0		
Clean Energy	<input type="text" value="40% to 60%"/>			100	The company reports that nearly 80.1% of its product-related revenues (representing about 45% of total revenues) were derived from "Green Premium" products in 2017.
Energy Efficiency					
Biodiversity					
Circular Economy					
Sustainable Mobility					
ENVIRONMENTAL RISKS		33.0	40.0		
Rebased		24.8	30.0		
CDP Answer		<input type="text" value="Yes"/>			The company's response to the latest CDP questionnaire is publicly available
1- Governance		<input type="text" value="A"/>	10.0	10.0	
Position on the board with responsibility for climate-related issues	<input type="text" value="10.0"/>	10.0		A	Board/Executive board
2- Strategy Assessment		<input type="text" value="B-"/>	7.0	10.0	
Are climate-related issues integrated into your business strategy?	<input type="text" value="7.0"/>	7.0	10.0	B	Yes
Use of climate-related scenario analysis					Yes, qualitative and quantitative
Use of an internal carbon price					30
Do you engage with your value chain on climate-related issues?					Yes, our customers; Yes, our suppliers
3- Risk Management		<input type="text" value="A"/>	10.0	10.0	
Where in the value chain does the risk driver occur?	<input type="text" value="10.0"/>	10.0	10.0	A	Supply chain
Risk type with the potential to have financial or strategic impact					Transition risk
Primary climate-related risk driver					Policy and legal: Increased pricing of GHG emissions
4- Targets		<input type="text" value="B-"/>	6.0	10.0	
Active emissions targets	<input type="text" value="6.0"/>	6.0	10.0	B-	Acute: Increased severity of extreme weather events such as cyclones and floods Chronic: Changes in precipitation patterns and extreme variability in weather patterns
Is this a science-based target?					Both absolute and intensity targets
Verification / Assurance status					Yes, we consider this a science-based target, but this target has not been approved as science-based by the Science-Based Targets initiative Third-party verification or assurance process in place

Source : ODDO BHF Asset Management SAS

Une composante importante de notre modèle est le suivi des controverses sur la base des informations fournies par MSCI et de nos propres recherches. Dans le cas d'une controverse, nous évaluons l'importance de celle-ci en prenant en compte l'historique de l'entreprise et les pratiques dans le secteur, évaluons la réaction de la société et estimons la répercussion qu'elle peut engendrer sur le futur de la société.

Globalement, cette approche nous permet d'avoir une analyse granulaire au-delà des seules caractéristiques sectorielles ou sous-sectorielles.

2.4 La mesure des indicateurs clés de performance

La mesure d'impact environnemental des portefeuilles d'investissement est un domaine en pleine évolution depuis quelques années. Malgré certains progrès dans l'appréhension des risques climatiques, les risques de transition et les risques physiques font l'objet de diverses discussions. En effet, les risques de transition reposent sur la définition de multiples scénariis dont les hypothèses varient considérablement selon la méthode retenue. En ce qui concerne les risques physiques, certains demeurent mal compris.

2.4.1 Notre indicateur propriétaire de l'analyse de la transition énergétique

Depuis 2017, ODDO BHF Asset Management SAS a développé au sein de sa plateforme interne un indicateur qualitatif spécifique au niveau de chaque entreprise afin de mesurer la contribution de chacune d'entre elles à la transition énergétique vers une économie bas carbone. Cette mesure est calculée ponctuellement pour les entreprises analysées dans le cadre de notre modèle interne, soit des entreprises investies à travers nos fonds art. 8-9 sur un périmètre généralement européen⁷.

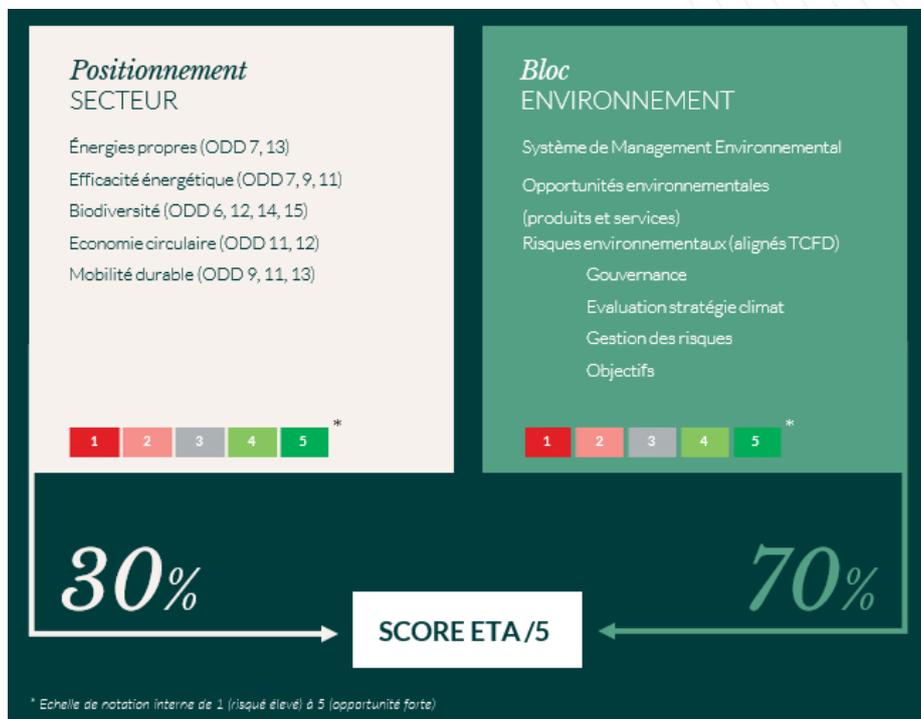
Cet indicateur ETA (« Energy Transition Analysis » ou analyse de la transition énergétique) est composé de deux éléments :

- › Pour 30%, le positionnement du secteur au sein duquel exerce la société ;
- › Pour 70%, la notation de la composante environnementale de la société attribuée par notre modèle interne d'analyse ESG (voir point précédent « 2.3 Notre modèle interne ESG »).

Le positionnement sectoriel est déterminé au regard des risques et opportunités environnementales issus de notre analyse présentée en point « 3.1 Notre modèle ESG interne pour les entreprises ». En effet, nous identifions et évaluons cinq thèmes environnementaux : Energies propres (ODD 7, 13), Efficacité énergétique (ODD 7, 9, 11), Biodiversité (ODD 6, 12, 14, 15), Economie circulaire (ODD 11, 12) et Mobilité durable (ODD 9, 11, 13).

⁷ Veuillez vous référer au prospectus du produit concerné pour vérifier si celui-ci suit notre modèle interne

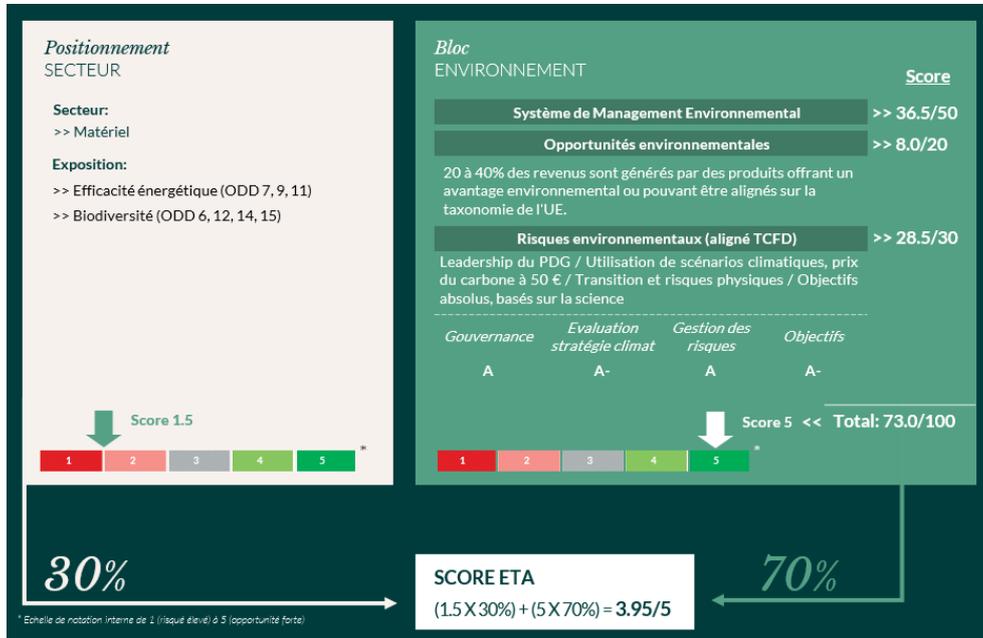
Structure de notre score ETA



Source : ODDO BHF Asset Management SAS

A titre d'exemple, en prenant deux sociétés du secteur de la chimie spécialisée, notre modèle d'analyse aboutit à un score de transition énergétique significativement différent alors même que le positionnement sectoriel est identique.

Détermination du score ETA d'une entreprise du secteur chimique (entreprise A)



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, CDP Score 2021

Détermination du score ETA d'une entreprise concurrente du secteur chimique (entreprise B)



Source : ODDO BHF Asset Management SAS, CDP Score 2021

En effet, dans le cas de l'entreprise A, le leadership sur les questions climatiques est porté directement par le CEO. Le groupe utilise des scénarios intégrant les risques de transition et les risques physiques, un prix interne du carbone de 50 € ou bien encore des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre

en absolu. Note score ETA ressort à 3.9/5 pour l'entreprise A, contre seulement 2.6/5 pour l'entreprise B.

Au-delà de l'identification de l'impact environnemental, l'objectif est également de mettre en lumière les facteurs potentiels de création ou de destruction de valeur des entreprises à moyen et à long-terme (degré de préparation à la transition énergétique, modèle d'affaire en risque, ...).

Exemples de positionnement « transition énergétique » selon notre score ETA

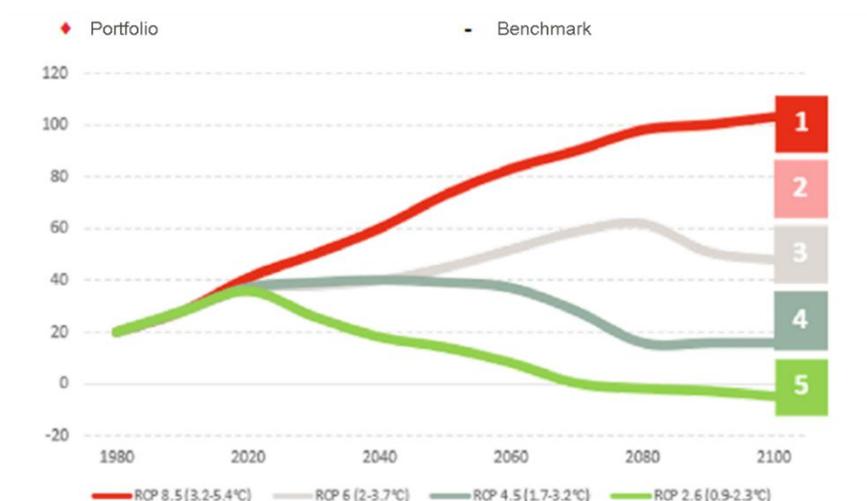


Source : ODDO BHF Asset Management SAS

En agrégeant les scores ETA des entreprises présentes dans un portefeuille (pondérés par le poids de chaque ligne), on obtient ainsi un indicateur de mesure de la contribution de ce portefeuille d'investissement à la transition énergétique vers une économie bas carbone. Cette méthodologie nous permet d'avoir une approche qualitative en matière d'alignement sur les scénarios climatiques⁸.

⁸ Scénarios RCP (Representative Concentration Pathways - RCP) du 5e rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC).

Alignement d'un portefeuille sur les trajectoires climatiques de long-terme



Source : ODDO BHF Asset Management SAS

2.4.2 Les risques de transition

Les risques de transition sont les impacts financiers potentiels, positifs ou négatifs, qui résultent des effets de la transformation du modèle économique vers une société bas-carbone. Ils se caractérisent par une incertitude sur la nature des multiples trajectoires de réduction des émissions de gaz à effet de serre, des évolutions réglementaires, et à la contribution de l'innovation technologique.

ODDO BHF Asset Management SAS mesure et l'intensité carbone, l'exposition aux énergies fossiles (part brune) et l'exposition aux solutions carbone (part verte) pour les fonds art. 8-9. D'un point de vue méthodologique, nous utilisons les données fournies par MSCI. Nous avons retenu le même prestataire externe que pour nos travaux d'analyse ESG pour la qualité et l'étendue de son univers d'analyse, en particulier sur les sociétés de moyennes capitalisations.



INTENSITE CARBONE

L'intensité carbone représente la quantité de gaz à effet de serre émis par rapport à son activité (en tonnes équivalent CO₂ par million d'euro de chiffres d'affaires) permettant la comparaison des entreprises entre elles quelle que soit leur taille.

- › **Intensité Carbone par valeur** =
(émissions Scope 1 + Scope 2 de l'entreprise (i)) / chiffre d'affaires de l'entreprise (i)
- › **Intensité Carbone Totale pondérée** =
 $\Sigma(\text{Intensité carbone valeur} * \text{poids de la valeur dans le portefeuille})$

Le périmètre retenu couvre le Scope 1 et 2 :

- › **Scope 1** =
Emissions directes de gaz à effet de serre
Ex. combustibles, fluides frigorigènes, carburants véhicules possédés
- › **Scope 2** :
Emissions indirectes
Ex. électricité

Les émissions évitées ne sont donc pas prises en compte. Les émissions indirectement produites par les émetteurs, autres que celles associées à la consommation d'électricité, de chaleur ou vapeur nécessaires à leurs activités (Scope 3) n'ont pas été retenues dans le calcul des émissions de GES par manque de disponibilité ou d'homogénéité des informations.



PART BRUNE

La part brune correspond à la part des revenus des entreprises en portefeuille exposés aux industries extractives de combustibles fossiles (charbon thermique, pétrole, gaz, sables bitumineux, gaz de schiste, exploration en eau profonde). Il s'agit d'un indicateur clé qui permet d'évaluer la proportion au sein de nos portefeuilles des activités fortement préjudiciables à l'environnement. Il fournit également une idée générale de notre participation dans des activités qui contribuent au changement climatique et qui présentent des risques réglementaires et de transition extrêmement élevés.



PART VERTE

La part verte correspond à la part des revenus des entreprises en portefeuille exposés aux solutions carbone (énergies renouvelables, mobilité verte, green building, efficacité énergétique).

Note : La taxonomie européenne étant actuellement déployé, nous devrions bénéficier d'un degré de précision supérieur pour évaluer l'impact vert des entreprises en portefeuille.

2.4.3 Les risques physiques

Les risques physiques sont directement liés aux conséquences du changement climatique. La TCFD distingue dans ses recommandations de 2017 deux types de risques physiques :

- › les risques « aigus », se caractérisant par l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements extrêmes (cyclones, ouragans, inondations) ;
- › les risques « chroniques », découlant de modifications tendancielle du climat telles que la hausse des températures moyennes ou l'augmentation du niveau des mers.

Les risques physiques impactent potentiellement l'activité des entreprises directement via l'implantation géographique de leurs opérations, mais aussi indirectement par le biais de leur chaîne d'approvisionnement. Ils sont donc source d'augmentations des coûts d'exploitation, d'impact sur la productivité des salariés ou bien encore d'interruption temporaire d'activité.

ODDO BHF Asset Management SAS n'a pas encore pu finaliser sa méthodologie d'analyse des risques physiques, que ce soit en interne ou *via* une collaboration externe. Si nos fournisseurs de données externes commencent à nous transmettre quelques données initiales, la mesure des risques reste cependant étroitement dépendante des informations fournies par les entreprises, notamment les informations sur les emplacements physiques des capacités de production, les risques liés aux fournisseurs et les chaînes de distribution. Nous espérons que la mise en œuvre de la directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (CSRD) conduira à une meilleure transparence quant aux risques physiques de la part des entreprises de l'UE.

2.5 Stratégie des produits

Nous sommes actuellement en cours de révision de notre stratégie climat quant à l'objectif de décarbonation d'ici 2030 et son plan d'action afin de s'aligner sur les exigences obligatoires de l'article 29 de la loi sur l'énergie et le climat.

A ce jour, la majorité de nos fonds art. 8-9 selon les stratégies intègrent de manière informelle un objectif de réduction de leur intensité carbone. En effet, nos gérants de portefeuille prennent en compte l'impact des émissions carbone des émetteurs en portefeuille et les émissions additionnelles induites par de nouvelles infrastructures afin d'obtenir une intensité carbone agrégée inférieure à celle du benchmark.

Pour ce faire, nous utilisons les données d'émissions scope 1, 2 et 3 mis à disposition par MSCI ESG Research.

En outre, notre équipe interne de Data Science & Quantitative Research se penche actuellement sur un outils utilisant l'intelligence artificielle pour mieux suivre les risques physiques et de transition et ainsi éviter les biais cognitifs influençant nos prises de décisions face au réchauffement climatique. A terme, le but serait de combiner cet outils avec les données fournies par nos prestataires de données externes.

3. Résultats et impacts

Conformément aux exigences de l'art. 29 LEC, les fonds et mandats dont l'encours est supérieur à 500 millions d'euros sont pris en compte dans la mesure des indicateurs de performance clé :

ACTIONS	OBLIGATIONS	MULTI-ASSETS
› ODDO BHF Avenir	› ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond	› A.A. Oddo Tactique
› ODDO BHF Avenir Euro	› ODDO BHF Euro Credit Short Duration	
› ODDO BHF Avenir Europe		
› ODDO BHF Génération		
› ODDO BHF Active Small Cap		

ODDO BHF Patrimoine est un fonds de fonds avec plus de 500 millions d'euros d'encours. Dans le cas d'un fonds de fonds, les méthodologies de calcul des indicateurs clés de performance étant disparates, nous communiquons sur les données du fonds de tête, soit ODDO BHF Euro Credit Short Duration, dans lequel ODDO BHF Patrimoine investit 9.54% de ses encours du fonds au 31 décembre 2021.



INTENSITE CARBONE

Intensité carbone au 31 décembre 2021 des principaux fonds et mandats

Nom du fonds	Fonds		Benchmark	
	Taux de couverture	Intensité en carbone pondérée	Taux de couverture	Intensité en carbone pondérée
ODDO BHF Avenir	76%	35.9	89.3%	127.2
ODDO BHF Avenir Euro	86.8%	32.2	98.2%	243.3
ODDO BHF Avenir Europe	92.3%	39.3	98.3%	166.1
ODDO BHF Génération	99.9%	43.3	99.7%	162.3

ODDO BHF Active Small Cap	66.1%	47.7	96.6%	134.0
ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond	87.2%	99.0	95.1%	185.3
ODDO BHF Euro Credit Short Duration*	73.1%	162.7	-	-
A.A. Oddo Tactique	68.2%	103.0	58.2%	92.6

*ODDO BHF Euro Credit Short Duration n'a pas d'indice de référence

Sources : MSCI, ODDO BHF Asset Management SAS



PART BRUNE

Exposition aux énergies fossiles au 31 décembre 2021 des principaux fonds et mandats

Nom du fonds	Exposition aux énergies fossiles	
	Fonds	Benchmark
ODDO BHF Avenir	0.0%	0.8%
ODDO BHF Avenir Euro	0.0%	3.6%
ODDO BHF Avenir Europe	0.0%	2.4%
ODDO BHF Génération	0.0%	7.3%
ODDO BHF Active Small Cap	0.0%	1.1%
ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond	7.1%	11.0%
ODDO BHF Euro Credit Short Duration	3.0%	-
A.A. Oddo Tactique	11.3%	14.2%

*ODDO BHF Euro Credit Short Duration n'a pas d'indice de référence

Sources : ODDO BHF Asset Management SAS, MSCI ESG Research



PART VERTE

Exposition aux solutions carbonées au 31 décembre 2021 des principaux fonds et mandats

Nom du fonds	Exposition aux solutions carbonées	
	Fonds	Benchmark
ODDO BHF Avenir	28.3%	39.4%
ODDO BHF Avenir Euro	32.3%	40.7%
ODDO BHF Avenir Europe	29.7%	37.4%
ODDO BHF Génération	41.4%	38.7%
ODDO BHF Active Small Cap	27.8%	35.2%
ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond	25.7%	34.2%
ODDO BHF Euro Credit Short Duration	25.9%	-
A.A. Oddo Tactique	20.8%	16.3%

*ODDO BHF Euro Credit Short Duration n'a pas d'indice de référence

Sources : ODDO BHF Asset Management SAS, MSCI ESG Research

4. L'alignement sur la trajectoire 2°C

Nous sommes actuellement dans un processus de refonte de notre stratégie climat afin d'intégrer :

- Des données de mesure dynamique d'alignement 2°C et/ou « below 2°C » c'est-à-dire en ligne avec les Accords de Paris
- Mesure d'intensité carbone scope 1, 2, et 3 et des trajectoires de décarbonation
- Evaluation des risques physiques et de transition
- Evaluation de l'impact sur la biodiversité

L'objectif étant d'avoir une approche climatique qui nous permettrait d'évaluer l'alignement des entreprises et de favoriser les sociétés les plus vertueuses sur ces critères. Dans le cadre de ce rapport, nous continuons d'utiliser les données d'évaluations annuelles de nos fonds au 31 décembre 2021 en utilisant le modèle PACTA.

4.1 Le modèle PACTA ("Paris Agreement Capital Transition Assessment")

Le modèle PACTA⁹, mis au point par le think tank 2° Investing Initiative avec le soutien des PRI et de la Commission européenne, fut le premier outil en accès libre permettant aux investisseurs de réaliser une analyse de scénarios et ainsi de positionner leurs portefeuilles par rapport à une trajectoire 2°C.

Le modèle PACTA apporte des éléments d'analyse permettant de répondre aux questions suivantes :

- Quelle est l'exposition actuelle d'un portefeuille aux secteurs économiques potentiellement les plus affectés par la transition vers une économie bas-carbone (extraction d'énergies fossiles, production d'énergie, automobile, transport aérien et maritime, production de ciment et d'acier) ?
- Dans quelle mesure les plans d'investissement et de production des entreprises du portefeuille sont-ils alignés sur les différents scénarios climatiques et l'Accord de Paris ?
- Le portefeuille analysé va-t-il accroître ou diminuer son alignement avec un scénario 2°C sur les cinq prochaines années (horizon de temps sur lequel la modélisation des projets d'investissements est suffisamment documentée) ?

⁹ www.TransitionMonitor.org

- Quelle est l'exposition future attendue du portefeuille aux activités à forte ou faible intensité carbone par rapport au marché ?

Le scénario de référence est le scénario SDS (Sustainable Development Scenario) de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), se caractérisant par une trajectoire de réchauffement comprise entre 1.75 et 2°C d'ici 2100 et modélisant l'évolution nécessaire de 11 technologies clés devant permettre une baisse moyenne de 4.4% par an des émissions de gaz à effet de serre entre 2025 et 2050.

Cependant, certaines limites à cette méthodologie sont identifiées. Premièrement, ce modèle prend en compte les secteurs les plus émissifs de CO2 et par conséquent, l'analyse omet certains secteurs impliquant une absence de granularité. De plus, certains secteurs ne sont couverts pour des raisons de manque de données disponibles tels que l'immobilier, l'agriculture et la sylviculture. Ensuite, les trajectoires retenues par le modèle sont calculées sur la base des plans actuels révélés par les sociétés et sont susceptibles de changer. Finalement l'horizon prévisionnelle est limitée à 5 ans.

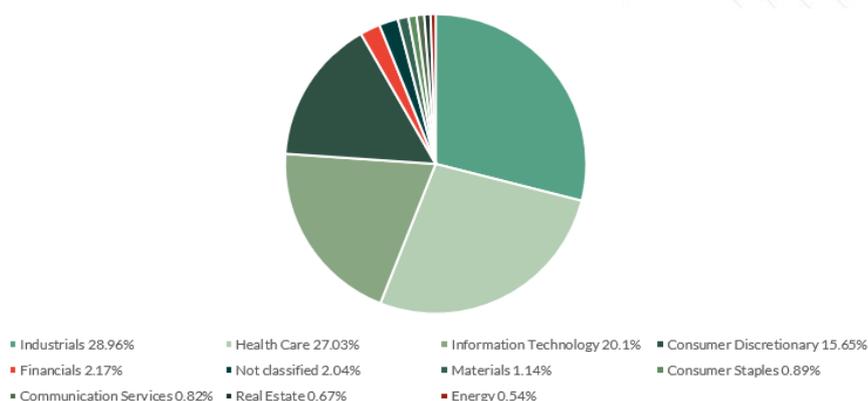
Les simulations ont été effectuées sur les mêmes portefeuilles qu'en partie 3. *Résultats et impacts*. À partir de ces fonds, nous avons créé trois portefeuilles :

1. un portefeuille agrégé composé d'actions
2. un portefeuille agrégé composé d'obligations
3. un portefeuille pour A.A Oddo Tactique (multi-assets)

Nous avons ci-dessous synthétisé le tout dernier profil climatique de ces portefeuilles évaluées en date du 31 décembre 2021.

4.1.1 Portefeuille agrégé composé d'actions

Exposition aux émissions des secteurs de notre portefeuille agrégé composé d'actions



Source : ODDO BHF AM SAS

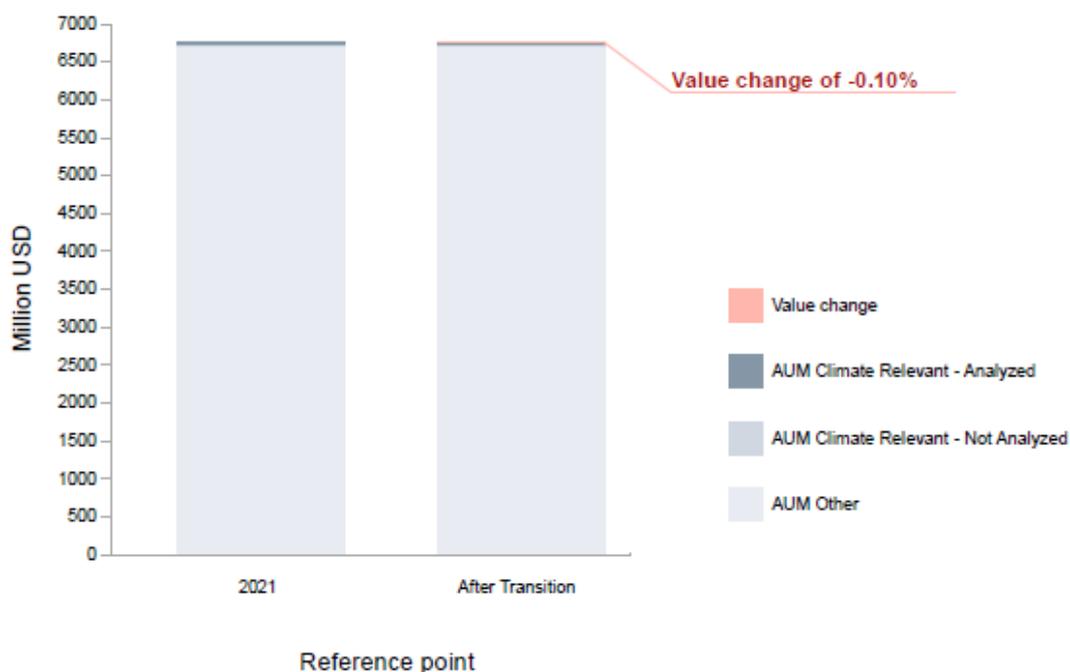
De nombreux producteurs d'énergies fossiles possèdent des actifs dont la valeur pourrait être dépréciée ou perdue en raison de la transition énergétique et des nouvelles réglementations sur le climat.

Le renforcement de notre politique d'exclusion en 2021, incluant notamment un calendrier de sortie pour le charbon, a contribué à notre très faible exposition aux énergies fossiles au sein des portefeuilles d'actions sélectionnés pour le présent rapport. Par ailleurs, notre gamme de fonds ODDO BHF Avenir a exclu le secteur du pétrole et du gaz conventionnel. Ainsi, nous limitons notre exposition aux risques liés au secteur.

Compte tenu de l'exposition très limitée aux énergies fossiles dans notre portefeuille agrégé composé d'actions, la part importante des émissions de CO₂ provient des secteurs de l'industrie et de la santé. L'empreinte carbone de notre portefeuille agrégé composé d'actions ne suffit toujours pas à déterminer les risques et impacts futurs liés au climat. Par conséquent et afin d'y voir plus clair, il est nécessaire de réaliser une simulation des pertes financières potentielles dans le cadre d'un scénario de test de résistance climat. Les résultats reflètent l'impact que la transition pourrait avoir sur la valeur financière du portefeuille. L'analyse de notre portefeuille agrégé composé d'actions montre que l'impact reste limité comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

Pertes financières potentielles d'après la méthodologie PACTA

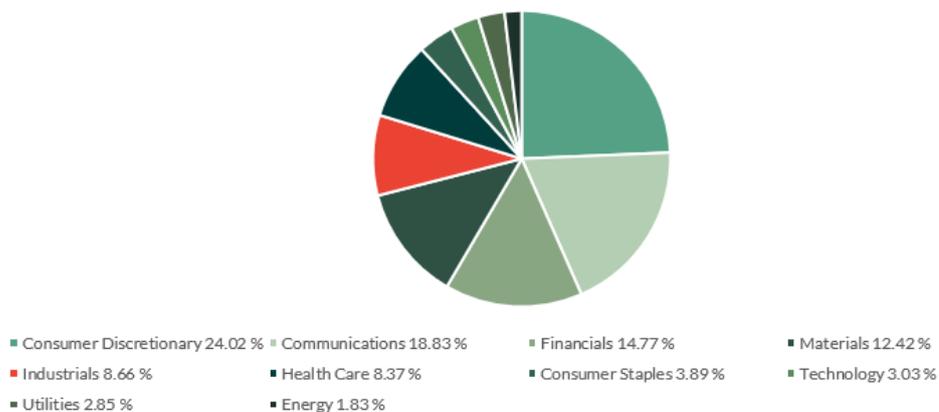
Equity: Potential value changes in a stress scenario: **Carbon balance 2030**



Source : 2°ii, PACTA

4.1.2 Portefeuille agrégé composé d'obligations

Exposition aux émissions des secteurs de notre portefeuille agrégé composé d'obligations



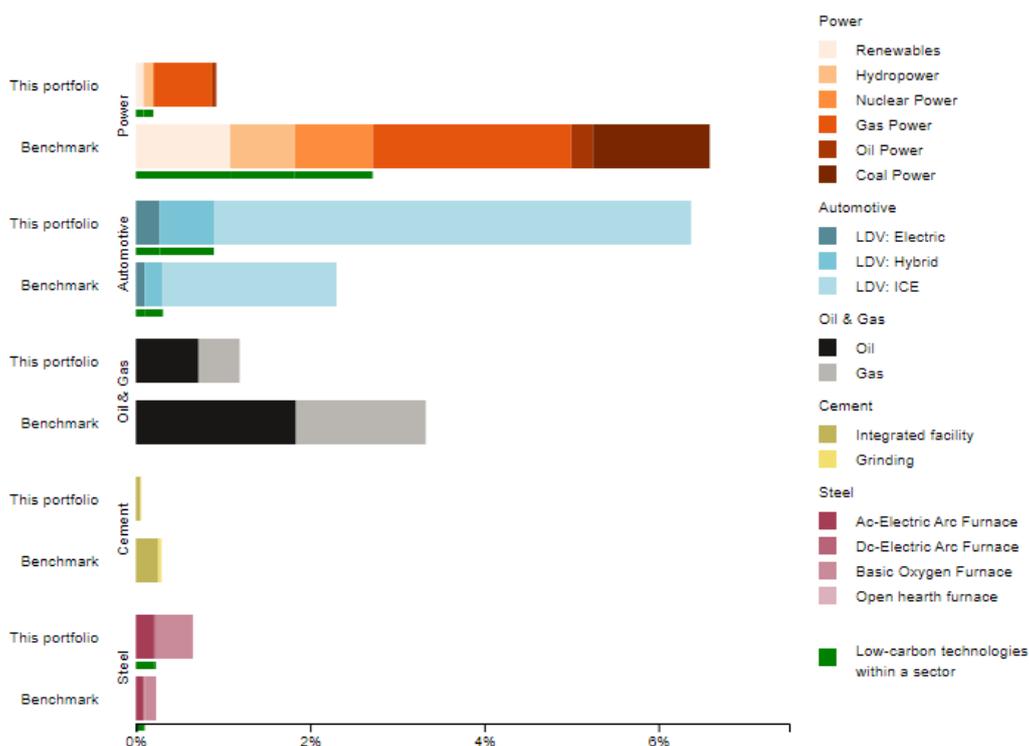
Source : ODDO BHF AM SAS

Notre portefeuille agrégé composé d'obligations est exposé à certains risques liés au climat comparativement à notre portefeuille d'actions. Le graphique ci-dessus montre que les entreprises spécialisées dans les matériaux représentent 12.42% du portefeuille.

Si 2.8% seulement des encours du portefeuille agrégé composé d'actions sont réputés concernés par le changement climatique par le modèle PACTA en matière d'exposition aux émissions, cette part est de 15% pour notre portefeuille agrégé composé d'obligations. En d'autres termes, les risques liés au climat sont plus élevés dans nos investissements obligataires que dans nos investissements en actions. Cela résulte d'une allocation sectorielle différente entre les investissements en actions et obligations pris en compte dans ce rapport.

En effet, les investissements en actions sont faiblement exposés aux secteurs les plus impactants d'un point de vue climatique. Ils représentent par exemple 0.25% au secteur automobile, moins de 0.1% au secteur aérien, 0.58% pour le secteur de l'énergie ou encore 1.9% pour le secteur sidérurgique. A l'inverse, les investissements obligataires sont plus exposés à ces secteurs ; notamment : 6% au secteur pétrolier, 3.2% au secteur automobile, 3% au secteur de l'énergie, 2.4% au secteur de la sidérurgie et 0.22% au secteur cimentier.

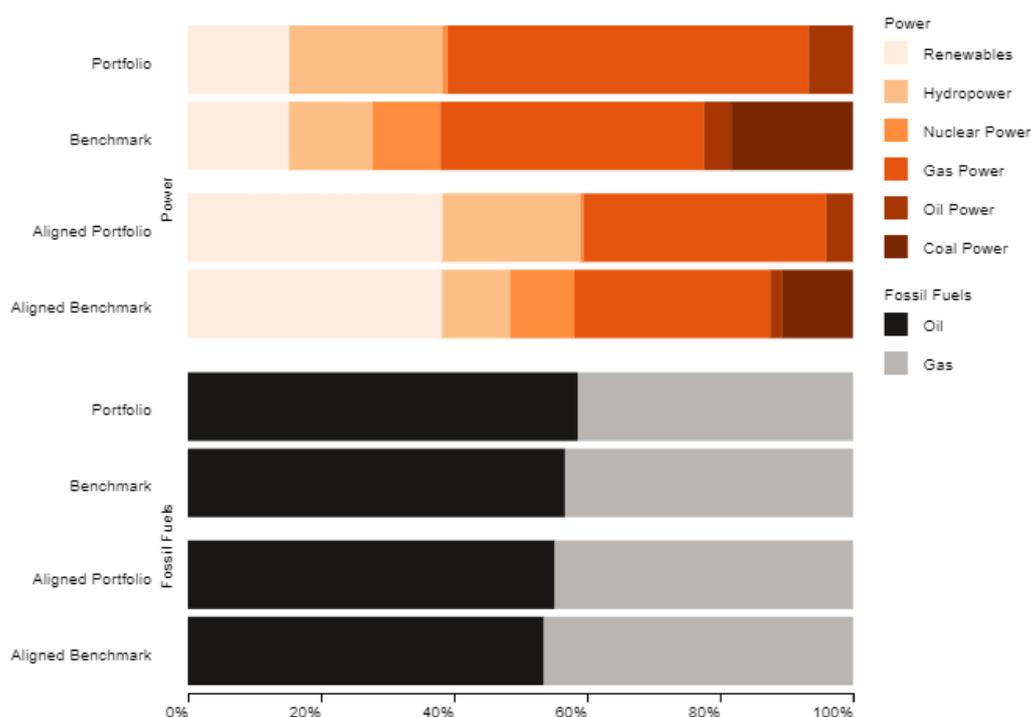
Répartition des technologies en pourcentage des encours sous gestion



Source : 2°ii, PACTA

Toutefois, une analyse plus précise par rapport à l'indice de référence est nécessaire afin de connaître le degré de risques liés au climat de notre portefeuille agrégé composé d'obligations. Comme indiqué dans le graphique ci-dessus, notre exposition aux énergies fossiles reste plus faible que celle de l'indice de référence du modèle PACTA (iShares Global Corporate Bond UCITS ETF). Nos investissements dans le secteur automobile sont davantage axés sur le transport durable que dans l'indice de référence et notre exposition au ciment se distingue par l'utilisation de technologies plus faibles en carbone. Des progrès restent à faire dans nos investissements dans les énergies renouvelables, mais le portefeuille sélectionné pour cette simulation intègre de nombreuses obligations high yield, un segment où le nombre d'entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables reste limité.

Répartition des technologies futures en pourcentage des secteurs sur la base du scénario WEO2020 : SDS



Source : 2°ii, PACTA

Une analyse prospective est également nécessaire pour identifier la transition de notre portefeuille agrégé composé d'obligations. Le graphique ci-dessus fournit une vue d'ensemble des futures technologies représentées dans le portefeuille et l'indice de référence PACTA dans cinq ans¹⁰. Il montre également à quoi ressemble cette répartition si les entreprises du portefeuille agrégé composé

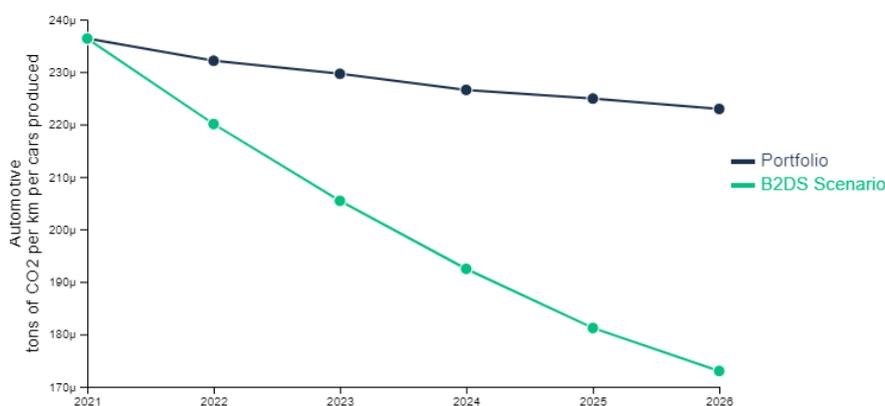
¹⁰ Le graphique assume qu'il n'y a pas de changements dans l'allocation du portefeuille au cours du temps

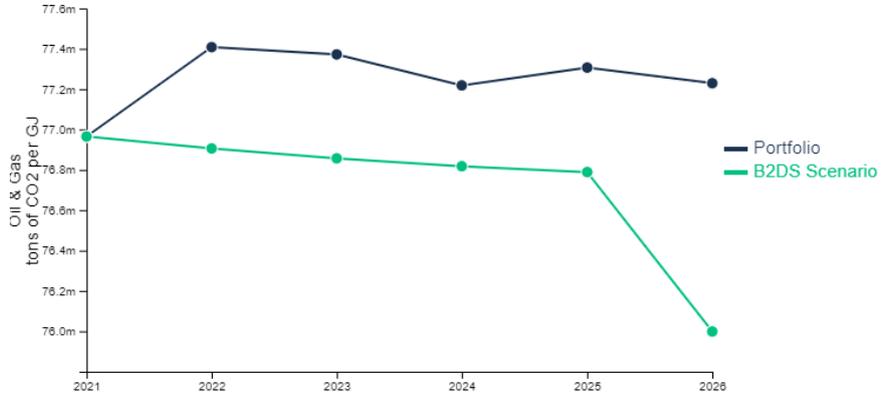
d'obligations devaient s'aligner avec le Scénario de développement durable (SDD) 2020 de l'AIE. Le graphique souligne le fait que notre portefeuille obligataire agrégé a une meilleure transition technologique que l'indice de référence et davantage de solutions de production d'électricité à faible teneur en carbone (énergies renouvelables et nucléaire).

S'agissant de l'alignement avec l'Accord de Paris (2015), il est toujours vrai que notre portefeuille obligataire doit progressivement diminuer son exposition aux énergies fossiles et accroître ses investissements dans les entreprises utilisant des technologies à faible teneur en carbone. Globalement, le portefeuille est en bonne voie pour la transition vers des solutions de production d'électricité moins émettrices de GES.

En matière d'émissions, nous pouvons constater qu'il est encore difficile de décarboner les secteurs les plus concernés par le changement climatique compte tenu de leurs prévisions de développement de l'activité. Les différents graphiques ci-dessous fournissent une vue d'ensemble de l'évolution de l'intensité des émissions de ces secteurs au cours des cinq prochaines années sur la base des projets des entreprises en portefeuille. Si les constructeurs automobiles présents dans le portefeuille obligataire agrégé sont en mesure de réduire leur ratio d'intensité entre 2021 et 2026, ce n'est pas nécessairement le cas de l'ensemble des entreprises spécialisées dans le pétrole et le gaz, le ciment ou encore de l'énergie. Cela signifie que les entreprises en portefeuille doivent accroître leurs efforts afin de garantir leur croissance et leur réduction des niveaux d'émissions de CO₂.

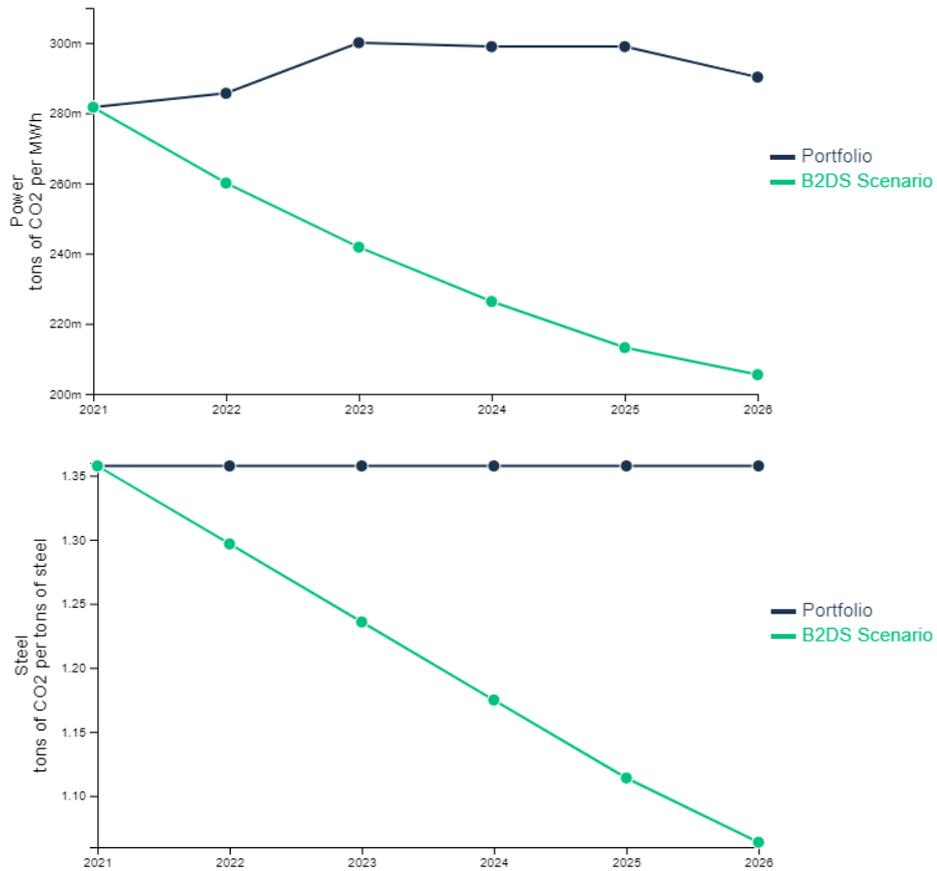
Tendance de l'intensité des émissions sur 5 ans des secteurs de l'automobile et du pétrole et du gaz





Source : 2°ii, PACTA

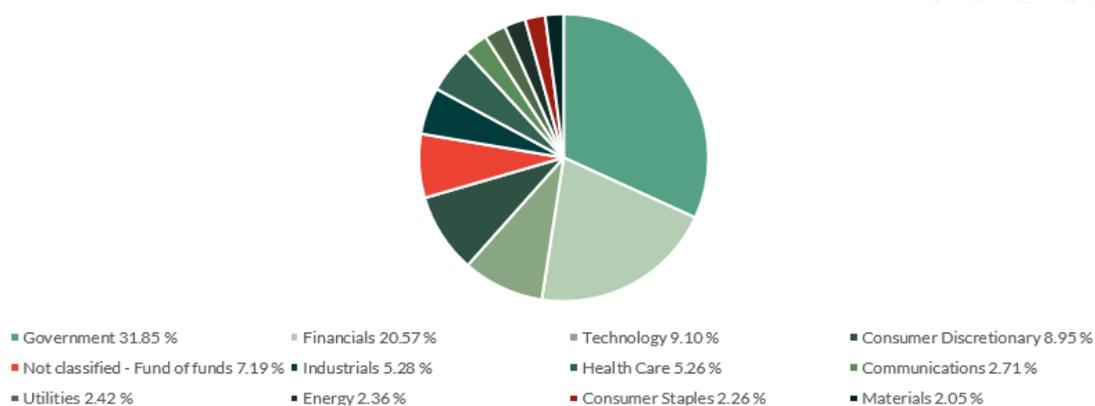
Tendance de l'intensité des émissions sur 5 ans des secteurs de l'énergie et de l'acier



Source : 2°ii, PACTA

4.1.2 Portefeuille multi-assets

Exposition aux émissions des secteurs de notre portefeuille multi-assets

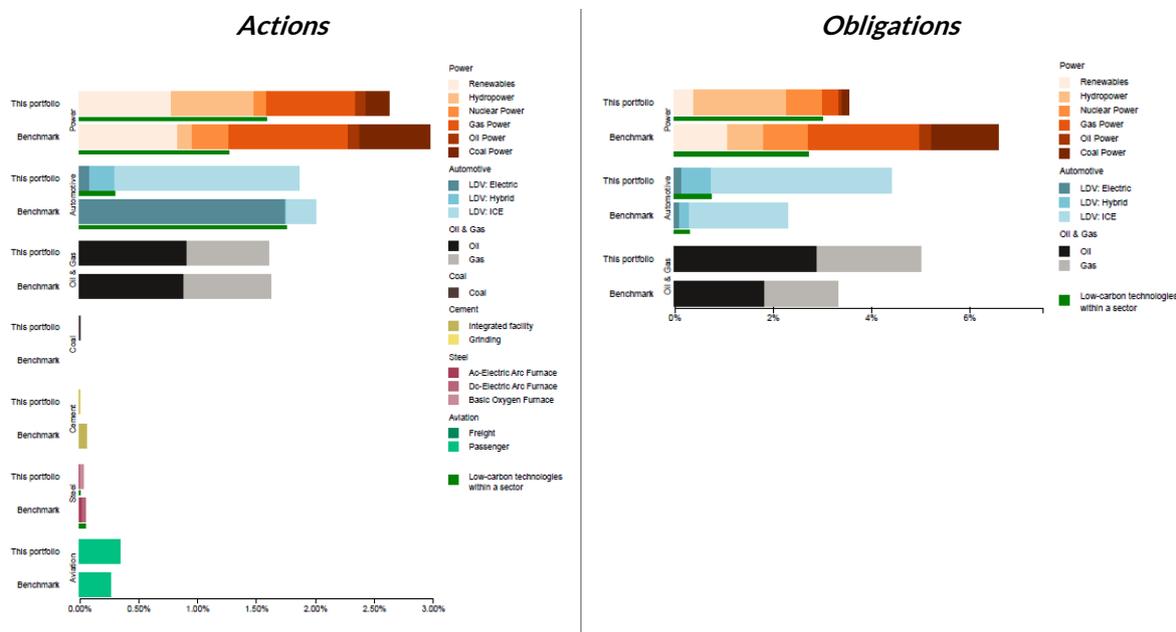


Source : ODDO BHF AM SAS

En ce qui concerne la répartition sectorielle globale (actions et obligations confondus), le fonds A.A. Oddo Tactique est principalement exposé aux obligations d'États (31.85%) et aux financières (20.57%).

Lorsque l'on regarde la part des investissements actions et obligations exposés aux secteurs fortement carbonés selon le modèle PACTA, nous pouvons noter que pour la partie action 8.3% du portefeuille est concentré sur le secteur automobile (2%), l'énergie (2.7%), le pétrole & gaz (1.7%), la sidérurgie (1.7%), l'aviation (0.34%), les cimentier (<0.1%) et le charbon (<0.1%). Pour la poche obligation, nous notons une exposition de 14% essentiellement sur les secteurs suivants : automobile (5,1%), pétrole & gaz (5,1%) et l'énergie (4,1%).

Répartition des technologies en pourcentage des encours sous gestion



Source : 2°ii, PACTA

Si l'on regarde plus en détail l'exposition des poches actions et obligations aux secteurs les plus concernés pour le climat selon le modèle PACTA, on constate notamment que notre exposition à des secteurs émetteurs en carbone sont aussi ceux qui montrent une évolution en matière de transition énergétique. En ce qui concerne le secteur énergétique, les deux poches montrent une part plus importante investie dans des technologies bas carbone comparativement à leur benchmark respectif¹². Le renforcement de notre stratégie climat nous permettra à terme de continuer à sélectionner les entreprises les plus vertueuses en matière de transition énergétique.

¹² iShares Core S&P 500 ETF (actions), iShares Global Corp Bond UCITS ETF (obligations)



Notre approche sur la biodiversité



1. La perte de la biodiversité est un risque systémique

La diversité biologique est essentielle pour assurer la préservation des services écosystémiques – approvisionnement en nourriture, filtration de l'eau et de l'air, stockage du carbone, etc. – primordiaux pour notre bien-être, le développement et la croissance économique.

La destruction des écosystèmes est un phénomène dramatique qui va en s'accroissant : 25% de l'ensemble des espèces d'animaux et de plantes connus (soit environ un million d'espèces) est aujourd'hui menacé d'extinction selon l'IPBES¹⁵, tandis qu'un rapport de WWF¹⁶ a permis de constater une chute moyenne de 68% des populations d'espèces vertébrées dans le monde entre 1970 et 2016. Les causes de cette chute sont amplement connues et documentées : artificialisation des sols (il est estimé que 75% des terres libres de glace et 66% de l'environnement marin ont été considérablement modifiées par les activités humaines¹⁷), surexploitation des ressources, changement climatique, pollution et espèces invasives.

La perte de résilience des écosystèmes pose également un risque indirect majeur car elle est un facteur d'aggravation de la crise climatique, puisque les écosystèmes naturels (océans, sols, forêts) constituent des puits de carbone importants qui séquestrent environ 60% des émissions anthropiques mondiales de GES¹⁸ ; leur destruction sape cette propriété et accélère la crise climatique, selon une boucle de rétroaction particulièrement difficile à endiguer.

La dégradation massive de la quantité, de la qualité et de la résilience des services écosystémiques partout dans le monde pose un risque économique systémique de premier plan : la valeur économique de la biodiversité (via les services écosystémiques) est estimée à 150 000 milliards de dollars par an, soit environ deux fois le PIB mondial¹⁹. Les chercheurs soulignent la forte dépendance mondiale des économies

¹⁵ IPBES, *Global assessment report on biodiversity and ecosystem services*, 2019

¹⁶ WWF, *Living Planet Report*, 2020

¹⁷ World Bank Group, *The Economic Case for Nature – A global Earth-economy model to assess development policy pathways*, 2021

¹⁸ World Economic Forum, *Nature Risk Rising: why the crisis engulfing nature matters for Business and the Economy*, 2020

¹⁹ Boston Consulting Group, *The Biodiversity Crisis is a Business Crisis*, 2021

au capital naturel, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire : jusqu'à 50 % du PIB mondial serait directement dépendent des services écosystémiques et vulnérable à leur perte.²⁰

Les investisseurs ont un rôle majeur à jouer dans la redistribution des flux financiers, alors qu'il est estimé que les activités de quatre grandes chaînes de valeur - alimentation, énergie, infrastructures et mode - sont à l'origine de plus de 90 % de la pression exercée par l'homme sur la biodiversité²¹ et que les investissements financiers actuels dans la préservation de la biodiversité sont dix fois inférieurs à ce qui est nécessaire.²² Il est par conséquent essentiel de développer des méthodologies et des indicateurs clés de performance pour évaluer l'empreinte des entreprises sur la nature, mais également pour identifier celles capables d'apporter des solutions à la crise mondiale de la biodiversité en soutenant une transition écologique.

²⁰ World Economic Forum, *Nature Risk Rising: why the crisis engulfing nature matters for Business and the Economy*, 2020

²¹ Boston Consulting Group, *The Biodiversity Crisis is a Business Crisis*, 2021

²² PWC & WWF, *Nature is too big to fail - Biodiversity: the next frontier in financial risk management*, 2020

2. Nos engagements

ODDO BHF Asset Management SAS a décidé d'être plus actif dans le domaine de la biodiversité à la suite de la montée en puissance d'initiatives européennes et mondiales auxquelles ont participé un large éventail d'acteurs financiers. En 2021, nous sommes devenus signataires du *Finance for Biodiversity Pledge* et membre de la *Foundation Finance for Biodiversity*.



Le Finance for Biodiversity Pledge a été lancé le 25 septembre 2020 et compte aujourd'hui 98 établissements financiers représentant 13 900 milliards d'euros d'actifs parmi ses signataires. Son objectif est de protéger et de rétablir la biodiversité grâce aux activités de financement et d'investissement. Il englobe différentes actions qui seront menées au plus tard d'ici 2024 :

- Collaboration et partage de connaissances sur les questions complexes autour de la biodiversité ;
- Engagement auprès des entreprises afin de réduire leur empreinte négative sur les espaces naturels ;
- Évaluation des impacts des activités de financement et d'investissement ;
- Détermination d'objectifs afin d'augmenter les impacts positifs significatifs et de réduire les impacts négatifs significatifs sur la biodiversité ;
- Communication publique sur l'engagement des établissements financiers par rapport à leur contribution aux objectifs mondiaux en matière de biodiversité.

ODDO BHF Asset Management est actif au sein de la plateforme *Finance for Biodiversity* et participe régulièrement à des initiatives d'engagement, en coordination avec les autres signataires de l'initiative, auprès d'entreprises présentant des risques majeurs liés à la biodiversité dans leur chaîne de valeur afin de les inciter à déterminer des objectifs contraignants permettant de limiter significativement les impacts négatifs liés à leur activité sur les écosystèmes.

ODDO BHF Asset Management est par ailleurs membre de l' *Investor Policy Dialogue on Deforestation Initiative* (IPDD), une coalition d'investisseurs soutenue par le Forum Economique Mondial et les PRI lancée en juillet 2020 et qui vise à s'engager auprès des pouvoirs publics, notamment au Brésil et en Indonésie, sur la question de la déforestation.

Nous suivons également de près les initiatives les plus structurantes en matière de construction d'un cadre méthodologique commun et d'outils de mesure et de suivi des indicateurs liés à la biodiversité : nous sommes ainsi membres du *Partnership for Biodiversity Accounting Financials* (PBAF), qui travaille à l'établissement d'un standard méthodologique pour permettre aux institutions financières d'évaluer le degré de dépendance et l'impact de leurs investissements sur la biodiversité. Nous soutenons également le travail de la *Taskforce on Nature-related Financial Disclosures* (TNFD), qui développe un socle commun de communication pour les risques liés à la biodiversité.

3. Notre approche

Afin de mieux gérer notre exposition aux risques liés à la biodiversité et contribuer aux objectifs figurant dans la Convention sur la diversité biologique, nous avons décidé, dans un premier temps, de définir deux listes d'exclusion en 2021 : la première repose sur les pratiques environnementales non durables dans le secteur de l'huile de palme et la seconde se concentre sur les entreprises très controversées dans le domaine environnemental et dont les impacts négatifs sont élevés. De plus amples informations sur ces exclusions sont disponibles dans notre politique d'exclusion au niveau du groupe :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/ad/investissement_durable/1339/publication/1380

Malgré les faiblesses méthodologiques actuelles, notre modèle interne d'analyse ESG intègre déjà certains critères permettant d'appréhender le degré d'exposition de nos investissements à des risques associés à un effondrement des écosystèmes, ainsi que la matérialité de l'impact des activités des entreprises sur la biodiversité. Le pilier environnemental du modèle prend ainsi déjà plusieurs dimensions liées au capital naturel en compte, en utilisant des données importées de notre fournisseur de données extra-financières MSCI et en les complétant par notre propre évaluation qualitative. Nous sommes notamment vigilants en ce qui concerne :

- Le stress hydrique : niveau de la consommation en eau (en comparaison avec des acteurs similaires), localisation des activités directes et indirectes d'une entreprise dans des zones en stress hydrique, existence d'une stratégie efficace pour limiter la consommation en eau, mise en place de systèmes circulaires (dans le cas de systèmes de refroidissement notamment), prise en compte des besoins en eaux de toutes les parties prenantes à l'échelle des territoires...
- La pollution : systèmes en place pour empêcher ou limiter au maximum des rejets toxiques dans l'air, l'eau et la contamination des sols, stratégie à court, moyen et long-terme pour faire évoluer les processus de production les plus polluants, audits réguliers...
- Les déchets émis : niveau d'émission de déchets (en comparaison avec des acteurs similaires), stratégie en place pour limiter l'émission de déchets toxiques et l'usage du plastique (notamment à usage unique), taux de déchet revalorisés, réduction des taux de mise en décharge, stratégie de circularité...

Enfin, notre critère sur les controverses environnementales assure un suivi des impacts négatifs d'une entreprise sur l'environnement en évaluant l'utilisation des sols et la perte de biodiversité, le stress hydrique et les déversements toxiques, également à l'aide de MSCI ainsi que des travaux des ONG.

Exemple de nos indicateurs de capital naturel et de pollution

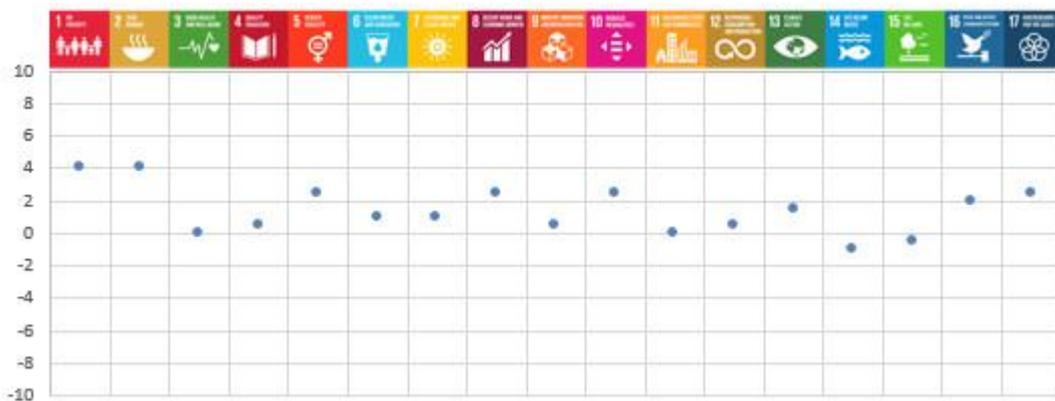
ENVIRONMENT	62,7	100,0
ENVIRONMENTAL MANAGEMENT SYSTEMS	24,0	50,0
1- Climate Change	7,0	10,0
<ul style="list-style-type: none"> Scope 1+2 Scope 3 Upstream Scope 3 Downstream 	7,0	10,0
2- Natural Capital	12,5	25,0
<ul style="list-style-type: none"> Water Consumption Intensity (Cubic meters/\$1m sales) 	12,5	25,0
3- Pollution & Waste	4,5	15,0
	4,5	15,0

Source : ODDO BHF Asset Management SAS

En utilisant la note d'alignement aux ODD de MSCI, nous sommes également en mesure d'évaluer dans notre fiche synthétique les contributions positives ou négatives d'un émetteur aux objectifs de développement durable des Nations Unies. Certains de ces objectifs mondiaux sont directement liés à la biodiversité, dont l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement (ODD 6), conserver et exploiter de manière durable les océans et les mers aux fins du développement durable (ODD 14) ou la vie terrestre (ODD 15).

Exemple de l'alignement d'une entreprise avec les objectifs de développement durable

SDG Alignment



Source: ODDO BHF Asset Management SAS

Nous avons analysé nos portefeuilles d’actions et d’obligations agrégés à l’aide de certains indicateurs clés de performance environnementaux et de biodiversité pour comprendre leur empreinte sur la biodiversité :

- Le degré des controverses environnementales graves et très graves : « le pourcentage de la valeur de marché d’un portefeuille exposé aux entreprises confrontées à une ou plusieurs controverses environnementales « graves » ou « très graves » en relation avec l’énergie et le changement climatique, l’utilisation des sols et la biodiversité, les déversements et rejets toxiques, le stress hydrique ou les déchets d’exploitation » d’après MSCI ESG Research.
- Le degré d’exposition à un stress hydrique élevé : la proportion de la valeur de marché du portefeuille exposée à un stress hydrique élevé d’après MSCI ESG Research.

Synthèse de certains indicateurs de la biodiversité

Nom du fonds	Degré des controverses environnementales très graves	Degré des controverses environnementales graves	Degré de stress hydrique élevé
ODDO BHF Avenir	0,0%	0,0%	0,0%
ODDO BHF Avenir Euro	0,0%	0,0%	0,0%
ODDO BHF Avenir Europe	0,0%	0,0%	0,0%
ODDO BHF Génération	0,0%	0,0%	1,32%
ODDO BHF Active Small Cap	0,0%	0,0%	4,72%
ODDO BHF Sustainable Euro Corporate Bond	0,0%	2,36%	9,23%
A.A. ODDO Tactique	0,0%	0,0%	2,08%
ODDO BHF Euro Credit Short Duration	0,0%	3,12%	4,15%

Source : ODDO BHF Asset Management SAS, MSCI ESG Research

De manière notable, aucun des fonds sujets à l’analyse n’est investi dans des entreprises impliquées dans des controverses environnementales considérées comme « très graves » par MSCI, et l’exposition à des controverses « graves » est minime et concerne des cas non structurels et en cours de résorption. L’exposition à des entreprises présentant un degré de stress hydriques élevé à travers leurs activités de production est plus importante, et plus difficile à limiter en raison de chaînes de valeurs complexes et mondialisées ; nous suivons néanmoins chaque situation avec attention et soulevons régulièrement ce sujet lors de nos rencontres avec les entreprises.

4. Les prochaines étapes de notre approche sur la biodiversité

Nous estimons que la mise à jour de la directive européenne sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) incitera les entreprises de l'Union européenne à accorder davantage d'importance à leur empreinte sur la biodiversité et aux actions qu'elles mènent pour protéger l'environnement.

Afin de mettre en place une stratégie ambitieuse en matière de réduction des principales pressions et impacts négatifs de notre activité sur la biodiversité, de respect des objectifs fixés dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique et de nous conformer aux engagements pris en signant le *Finance for Biodiversity Pledge*, il était nécessaire de renforcer notre méthodologie en nous dotant de nouveaux indicateurs permettant de mesurer l'empreinte biodiversité de nos investissements. ODDO BHF Asset Management a ainsi signé en mai 2022 un partenariat avec le fournisseur de données extra-financières Carbon4 Finance, qui, en partenariat CDC Biodiversité, spécialiste de la mesure de l'« empreinte biodiversité » des activités des entreprises, a développé l'outil BIA-GBS en 2021, qui repose sur une mesure de l'abondance moyenne des espèces (*Mean Species Abundance*, ou MSA) au sein d'un écosystème.

L'abondance moyenne des espèces (Mean Species Abundance, ou MSA) est une mesure exprimée en % décrivant l'état des écosystèmes : 100% représentant un écosystème naturel vierge et 0% une zone complètement artificialisée. L'indicateur MSA.m² correspond à l'application du MSA à une surface donnée. L'indicateur fourni par Carbon4 Finance et CDC Biodiversité permet le calcul d'impact sur deux environnements, terrestre et aquatique, ainsi que sur deux dimensions, statique et dynamique. Au niveau des activités d'une entreprise, il nous permet donc d'estimer l'impact en prenant en compte l'intégralité de sa chaîne de valeur (scope 1, 2 et 3).

Ce nouvel outil nous permettra dans les prochains mois de mesurer le risque de transition écologique à l'échelle d'une entreprise ou d'un portefeuille et ainsi de fixer des objectifs de minimisation de ce risque, de communiquer de manière harmonisée sur les impacts sur la biodiversité pour l'intégralité de nos stratégies d'investissement et facilitera nos activités d'engagement auprès des entreprises en nous dotant de données fiables et comparables.



Gestion des risques de durabilité



La gestion des risques de durabilité est assurée par le département Risques & Conformité, composé de sept personnes, indépendant des équipes de gestion et rattaché directement au CEO de ODDO BHF Asset Management SAS. Cette équipe est en charge d'analyser et de suivre les risques de marché, de liquidité et de contrepartie des fonds de ODDO BHF Asset Management SAS, ainsi que d'alerter sur les risques ESG élevés tout en assurant la conformité / contrôle interne.

Le premier point d'identification et gestion des risques de durabilité concerne notre politique d'exclusion. Comme mentionné précédemment, les règles d'exclusions peuvent varier d'un fonds ou mandats à un autre mais au minimum, le socle commun s'applique. Les listes d'exclusions sont établis mensuellement par l'équipe ESG et transmises aux équipes de gestion ainsi qu'à l'équipe Risques & Conformité pour son implémentation dans le système de contrôle.

Le second point d'identification et gestion des risques de durabilité concerne les règles propres fixées à nos fonds et mandats art. 8-9. Il peut s'agir par exemple de filtres interne d'exclusion sur le capital humain et la gouvernance d'entreprise, d'exclusion de certaines notations sur la base de notre modèle interne, d'amélioration du profil climat du portefeuille ou de filtres externes d'exclusions reposant sur les données de notre prestataire externe.

Les listes d'exclusion et les règles de sélection ESG sont configurés dans le système de conformité pré-négociation (Bloomberg AIM). Cette option permet d'appliquer une liste d'exclusion au fonds ou mandats et de générer des messages de blocage avant l'exécution des transactions ou l'envoi des ordres au desk:

- › En pré-trade dans Bloomberg AIM (blocage en cas d'achat) sur la base des portefeuilles en temps réels;
- › En post-trade via l'outil interne Sentinel (rappel en cas d'éventuel non-respect) sur la base des inventaires comptables.

Dans le cas de certaines limites d'investissement à respecter, les gérants sont immédiatement informés par la direction des Risques de tout incident ou éloignement de ces limites. Les corrections sont alors prises en compte dans les portefeuilles dès que l'équipe de gestion en est informée. Pour tous les dépassements déjà traités et non résolus, le contrôle interne effectue dans un premier temps des relances par courrier électronique, ainsi que par oral dans certains cas. Par ailleurs, une procédure d'escalade existe. Tous les dépassements avérés sont signalés par courrier électronique aux gérants concernés, au Responsable de pôle et conservés dans la piste d'audit. En cas de dépassement persistant, un arbitrage est demandé au Comité Conformité et à défaut au Comité de Direction. Afin d'avoir un suivi régulier de la

situation, un reporting hebdomadaire des dépassements significatifs est communiqué par mail au RCCI ainsi qu'au Directeur des Investissements.

Sans avoir recours aux outils présentés, notre plateforme d'analyse ESG permet d'alerter systématiquement les équipes de gestion en cas d'investissement dans une entreprise souffrant de la notation la plus basse (1/5), qualifiée de risque ESG élevé.

Pour s'assurer du respect de ces règles et une meilleure compréhension des enjeux de durabilité, un échange régulier a lieu entre les équipes de Risque & Conformité, les équipes de gestion et l'équipe ESG. Ainsi, pour les fonds art. 8-9, avant tout investissement dans une nouvelle entreprise, l'équipe de gestion en charge du fonds ou mandats échange avec les analystes ESG afin de s'assurer que l'émetteur étudié ne présente pas de risques extra-financiers importants.

De plus amples informations sur notre politique relative à l'intégration des risques en matière de durabilité dans le processus de prise de décision d'investissement au titre de l'art. 3 de SFDR peuvent être consultées à l'adresse suivante :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/infos_reglementaire



Moyen de communication & transparence





1. Reporting ESG

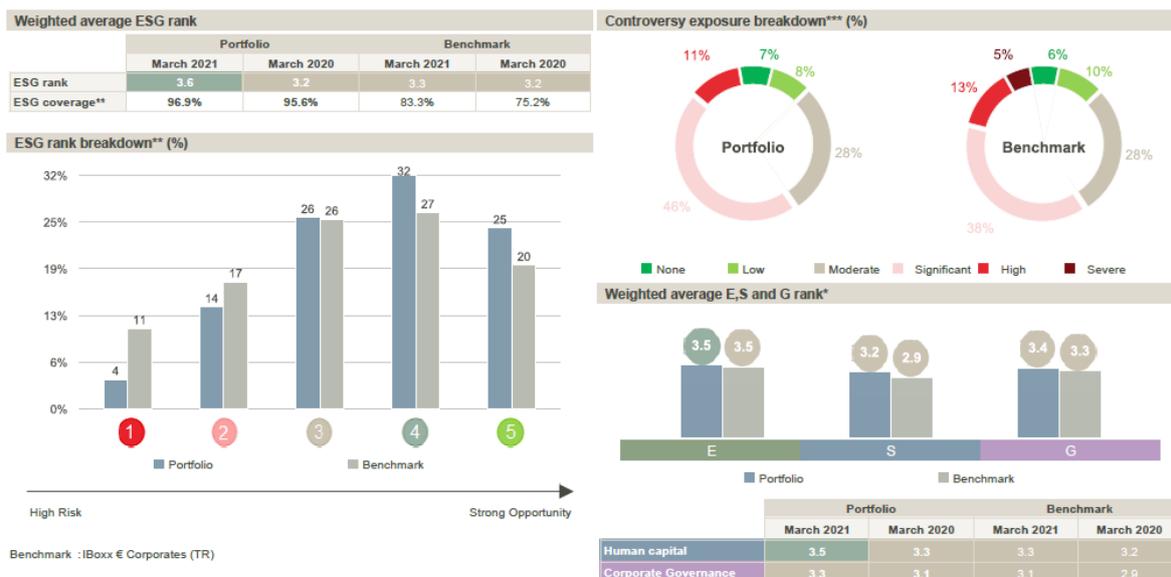
Pour les fonds intégrant des critères ESG dans leur processus d'investissement, ODDO BHF Asset Management SAS communique les éléments suivants dans les rapports de performance mensuels :

- › La répartition du portefeuille par notations ESG internes (échelle de 1 à 5 présentée au point 3.1) ;
- › La note ESG moyenne pondérée ; et
- › L'intensité carbone (scope 1 et 2) du portefeuille et de l'indice de référence

Début 2020, ODDO BHF Asset Management SAS a mis en place un reporting ESG mensuel détaillé, reprenant la structure du portefeuille par notation ESG, le détail par bloc E, S et G, l'exposition aux controverses, les éléments d'analyse carbone et climat, et des indicateurs d'impacts extra-financiers.

Extrait du reporting ESG détaillé

ESG* consolidated indicators



*ESG: Environmental, Social, Governance
 ** : rebased on the rated part of the fund | In accordance with the update to our ESG integration policy published on 30 June 2017, the internal ESG rating scale now ranks the investment universe from 1 (High Risk) to 5 (Strong Opportunity) in ascending order.
 ***Controversies levels are explained in the glossary page 15
 The ESG approach consists in selecting companies with the best environmental, social and governance policies by favouring the best-rated issuers within an investment universe in terms of non-financial criteria (Best in Universe) and/or issuers showing an improvement in their ESG practices over time (Best Effort).
 Past performance is not an indication of future results. Performance may vary over time.
 The comparison indices eventually featured in this report are provided for information purposes only.

Source : ODDO BHF Asset Management SAS

ODDO BHF Asset Management SAS considère la mesure d’impact ESG comme une étape essentielle pour la diffusion des bonnes pratiques en matière d’investissement responsable. Pour cela, nous pensons qu’il est impératif de disposer de critères quantitatifs fiables, claires, simples et permettant la comparaison d’un portefeuille à l’autre quelle que soit leur composition (taille des sociétés, diversité géographique, diversité sectorielle). Le choix des indicateurs est donc déterminant pour la pertinence de la mesure d’impact.

Notre reporting ESG intègre désormais systématiquement une page dédiée aux indicateurs d’impact extra-financiers.

Reporting d’impacts extra-financiers

	Portfolio			ESG investment universe			UN SDGs*
	June 2021	June 2020	Coverage	June 2021	June 2020	Coverage	
Environment							
 Fossil fuel exposure	-	-	78.5%	0.7%	0.8%	89.7%	 
 Carbon solutions exposure "green part"	32.1%	34.9%	78.5%	42.8%	47.4%	89.7%	
Social							
 5Y Employee growth (%)	5.3%	5.2%	77.2%	5.3%	5.8%	79.9%	 
 Female Executives	10.6%	12.4%	81.7%	14.0%	13.2%	83.0%	
Governance							
 UN Global Compact signatory	74.8%	80.5%	42.2%	70.3%	70.1%	39.8%	 
 Board members' independence	58.1%	58.0%	70.5%	58.0%	57.3%	83.7%	
Human Rights							
 Implementation of Human rights policy	95.2%	96.8%	47.4%	94.7%	93.4%	41.2%	

Source : ODDO BHF Asset Management SAS



2. Synthèse des documents liés à la durabilité

Document	Champ d'application	Description
Rapport annuel PRI	ODDO BHF AM	Le rapport de transparence sur l'investissement responsable (IR) permet aux signataires de faire preuve de transparence sur leurs activités d'IR et de faciliter le dialogue entre les investisseurs et leurs clients, leurs bénéficiaires et les autres parties prenantes.
Article 29 de la Loi N°2019-1147 (Loi Energie-Climat – dite LEC) <i>anciennement Article 173 (§ VI) de la loi française relative à la transition énergétique pour la croissance verte</i>	ODDO BHF AM SAS	Définition des obligations d'information qui s'imposent aux investisseurs institutionnels concernant leur transparence en matière d'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leurs opérations d'investissement.
Les bases de l'investissement durable	ODDO BHF AM	Description générale de l'investissement durable, et notamment le développement durable, l'investissement durable, les principales approches de l'investissement durable, l'urgence climatique, les labels, la performance financière et durable, ainsi que l'approche RSE de ODDO BHF et nos solutions d'investissement.
Politique d'exclusion	ODDO BHF AM	Règles d'investissement couvrant une série d'activités controversées dans différents secteurs et de pratiques contraires aux principales normes et conventions internationales.
Nos solutions d'investissement durable	ODDO BHF AM	Description de nos fonds durables et de la manière dont nous mettons notre méthodologie ESG propriétaire au service de la gestion durable des actifs.
Déclaration des principaux impacts négatifs	ODDO BHF AM	Description de la prise en compte des principaux impacts négatifs (« Principal Adverse Impact – PAI ») au niveau des produits.

Politique d'engagement actionnarial	ODDO BHF AM	Définition de notre approche en matière de dialogue avec les entreprises détenues dans nos portefeuilles, et notamment l'exercice de nos droits de vote et des autres droits attachés aux actions, les principes de notre Politique d'engagement actionnarial, la coopération avec les autres actionnaires, la communication avec les parties prenantes, et la prévention et la gestion des conflits d'intérêts réels ou potentiels.
Rapport d'engagement actionnarial	ODDO BHF AM	Rapport sur nos dialogues et nos engagements avec les entreprises, et nos statistiques annuelles de vote.
Règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR)	ODDO BHF AM	Documents réglementaires requis par la réglementation européenne (classification SFDR, politique de risque de durabilité SFDR (art. 3), transparence des impacts négatifs sur la durabilité (art. 4)).
Investissement durable – L'approche de ODDO BHF Asset Management	ODDO BHF AM	Description de notre approche et de nos engagements en matière d'investissement durable.
Rapport sur le développement durable	Fonds	Rapport mensuel des fonds pour lesquels nous intégrons des critères ESG dans le processus d'investissement, présentant une synthèse de tous les aspects ESG pris en compte.
Codes de transparence	Fonds	Document réglementaire exigé pour chaque fonds candidat au label ISR français et au label Greenfin français, présentant une revue complète de la stratégie durable du gestionnaire d'actifs et du fonds. Chez ODDO BHF AM, nous avons décidé, pour des raisons d'homogénéité, d'établir un code de transparence pour chaque fonds candidat à un label.
Livres blancs	ODDO BHF AM	Différentes publications sur les principaux thèmes liés à la durability tels que le climat, le capital humain, la transition



écologique, la biodiversité, et ce conformément à notre stratégie durable.

Source : ODDO BHF Asset Management, 2022.

Tous les documents dont le champ d'application correspond à « ODDO BHF AM » ou à « ODDO BHF AM SAS » peuvent être consultés sur notre page Internet consacrée aux investissements durables :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/ad/investissement_durable/1339/publication/1380

La politique et les rapports d'engagement actionnarial peuvent être consultés sur notre page Internet détaillant nos Informations réglementaires :

https://am.oddo-bhf.com/france/fr/investisseur_professionnel/infos_reglementaire

Tous les documents dont le champ d'application correspond à « Fonds » peuvent être consultés sur notre page Internet consacrée aux fonds, après avoir sélectionné le fonds souhaité :

https://am.oddo-bhf.com/france/en/professional_investor/fundspage

3. Glossaire

ENGAGEMENT ACTIONNARIAL

Concept

Engagement actionnarial

Il se définit comme l'utilisation des droits et de la position octroyés par la détention de titres d'une entreprise, pour influencer les activités ou le comportement de cette dernière. Les deux outils permettant d'atteindre cet objectif sont le vote (pour les actions cotées) et l'engagement. Le vote désigne l'exercice des droits de vote sur les résolutions de la direction et/ou des actionnaires de l'entreprise afin d'exprimer explicitement sa position lors de l'assemblée générale annuelle (AGA) de la société concernée. L'engagement peut se faire individuellement ou en collaboration. L'engagement individuel vise à maintenir un dialogue régulier avec l'entreprise sur des sujets liés à la durabilité, et à suivre leurs progrès pour améliorer les pratiques et la transparence de la société dans ce domaine. L'engagement collaboratif relève de groupes d'investisseurs travaillant conjointement, avec ou sans l'implication d'un réseau d'investisseurs formel ou d'autres organisations officiellement constituées, afin d'exercer une pression accrue sur les problématiques liées à la durabilité au sein de l'entreprise.

Fournisseur de données

ISS

Prestataire de vote par procuration, dont les services permettent de gérer l'ensemble du processus de vote.

TRANSITION CLIMATIQUE

Initiatives collaboratives

CDP

Organisme caritatif à but non lucratif qui gère un système mondial de communication sur des données environnementales au bénéfice des investisseurs, des entreprises, des villes, des États et des régions.

Climate Action 100+

Initiative menée par des investisseurs et ciblant 167 entreprises représentant 80 % des émissions de GES du secteur industriel mondial ; l'objectif de cette initiative est de coordonner les efforts d'engagement des investisseurs afin de s'assurer que les entreprises ciblées modifient leurs stratégies pour s'aligner sur une trajectoire de 1,5°.



Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (« Taskforce for Climate-Related Financial Disclosure », ou « TCFD »)

Le groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD) a pour objectif de fournir aux entreprises et aux investisseurs un cadre harmonisé et complet pour leurs rapports sur les risques climatiques.

Accords internationaux

Trajectoire 1,5-2°C

Les scientifiques du GIEC estiment qu'un réchauffement planétaire supérieur à +1,5°C de la température moyenne de la Terre d'ici 2100 (par rapport aux niveaux préindustriels) provoquerait des vagues de chaleur mortelles, une augmentation de la fréquence et de la puissance des catastrophes naturelles, une explosion de la pauvreté ainsi que des dommages irréversibles aux écosystèmes. Selon le GIEC, il est nécessaire de réduire de moitié les émissions mondiales de combustibles fossiles d'ici à 2030 afin d'éviter ce tournant dramatique.

COP26

Tenue en novembre 2021 à Glasgow, l'objectif de cette COP est de renforcer les engagements des pays en faveur d'une économie à faible émission de carbone.

Accord de Paris / COP21

L'Accord de Paris (2015) est une déclaration d'intention adoptée par la quasi-totalité des pays du monde, qui se sont engagés à soumettre régulièrement des objectifs de réduction des émissions de GES afin de limiter le réchauffement climatique bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Initiatives collaboratives

Fondation Finance for Biodiversity

Cette fondation est constituée des signataires de l'engagement « Finance for Biodiversity » et a pour objectifs de coordonner les efforts d'engagement en faveur de la biodiversité, de contribuer à l'élaboration d'un cadre pour la communication financière en matière de biodiversité et d'accroître la coopération et la transparence sur le sujet.

Finance for Biodiversity Pledge

Lancé en septembre 2020, cet engagement a été signé jusqu'à présent par 84 institutions financières appelant les dirigeants mondiaux à restaurer et à préserver la biodiversité avant la COP15, et promettant d'augmenter leur engagement avec les entreprises ainsi que les efforts de reporting sur le sujet.

Taskforce for Nature-Related Financial Disclosures (TNFD)

La « Taskforce on Nature-related Financial Disclosure », lancée en 2021, a pour but de fournir aux entreprises et aux investisseurs un cadre harmonisé et complet pour leur reporting sur les risques liés à la biodiversité (vient en parallèle de la TCFD relative au climat).

Labellisations

Label FNG

Label allemand de durabilité (les exclusions sont formulées sur des bases environnementales et éthiques).

<https://fng-siegel.org/>

Label Greenfin

Label français axé sur la nature / l'environnement (les exclusions sont formulées sur des bases environnementales, la communication sur la « part verte » et la transparence en matière d'intégration ESG et d'effets positifs).

<https://www.ecologie.gouv.fr/label-greenfin>

Label ISR

Label français relatif à la durabilité (l'accent est mis sur la transparence, et 20 % de l'univers d'investissement se trouvent exclus).

<https://www.lelabelisr.fr/>

Label « Towards Sustainability » (Febelfin)

Label belge de durabilité (les exclusions sont formulées sur des bases environnementales et éthiques).

<https://towardsustainability.be/>

APPROCHES LIÉES A LA DURABILITÉ

Concepts

« Best-in-class »

L'approche dite « Best-in-universe » repose sur une analyse approfondie des facteurs ESG d'une entreprise afin de la comparer à l'ensemble du secteur d'investissement auquel elle appartient.

« Best-efforts »

L'approche dite « Best-efforts » consiste à investir dans des entreprises démontrant des progrès visibles en matière de stratégie de développement durable, indépendamment de leur notation ESG.

« Best-in-universe »



L'approche dite « Best-in-universe » repose sur une analyse approfondie des facteurs ESG d'une entreprise afin de la comparer à l'ensemble de son univers d'investissement.

Exclusion

Cette approche consiste à exclure un émetteur sur la base des résultats de l'analyse ESG interne correspondante, et/ou de la politique d'exclusion de la société de gestion.

EXCLUSIONS

Concepts

Gaz et pétrole conventionnels

Le pétrole brut et le gaz qui sont obtenus par des méthodes traditionnelles, c'est-à-dire par extraction *via* un puits vertical.

Armes conventionnelles

Armes de guerre qui respectent les conventions internationales régissant la guerre.

OGM

Organismes (animaux, plantes, champignons, micro-organismes) dont le matériel génétique a été modifié d'une manière non naturelle, afin de lui conférer une ou plusieurs caractéristiques recherchées.

Pétrole et gaz non conventionnels

Le pétrole brut et le gaz obtenus par des méthodes autres que l'extraction traditionnelle par puits vertical, notamment le pétrole et le gaz de schiste, les sables bitumineux, le forage directionnel et la fracturation.

Armes non conventionnelles

Armes spécifiques pouvant causer une destruction massive, qui ont été définies par des accords internationaux tels que la Convention ratifiée à Paris en 1993, le Traité d'Ottawa en 1999, la Convention d'Oslo en 2008.

Accords internationaux

Pacte mondial des Nations Unies (UNGC)

Le Pacte mondial des Nations Unies est une initiative des Nations Unies visant à encourager les entreprises du monde entier à adopter des politiques durables et socialement responsables, et à rendre compte de leur mise en œuvre. Le Pacte mondial des Nations Unies est un cadre fondé sur dix principes s'appliquant aux entreprises, énoncés dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. L'initiative rassemble 13 000 entreprises participantes ainsi que d'autres parties prenantes dans plus de 170 pays, avec deux objectifs : « intégrer les dix principes dans les activités des entreprises à travers le monde » et « catalyser les actions en faveur d'objectifs plus larges des Nations Unies, tels que les objectifs de développement durable (ODD) ».

Objectifs de développement durable (ODD)

Les objectifs de développement durable des Nations unies regroupent 17 objectifs mondiaux interdépendants définis par les Nations Unies. Les ODD couvrent un large éventail d'enjeux de développement social, tels que la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, le changement climatique, l'égalité des sexes, l'eau, l'assainissement, l'énergie, l'environnement et la justice sociale. Le 25 septembre 2015, les 193 pays de l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté le Programme de développement 2030 intitulé « Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le développement durable ».

TRANSITION JUSTE

Concept

Transition juste

Le concept de « transition juste » vise à garantir que la transition vers une économie à faible intensité de carbone / la neutralité climatique se déroule d'une manière socialement acceptable, en fournissant assistance et financement aux populations vulnérables.

Initiatives collaboratives

F4T – Coalition pour une transition juste

Lancée en juin 2021, la Coalition pour une transition juste est la première coalition mondiale d'engagement d'investisseurs en faveur d'une transition juste.

Finance for Tomorrow (F4T)

Une initiative prise par Paris Euro place en matière de durabilité, F4T a pour ambition de faire de la place parisienne un leader de la finance durable en renforçant les synergies public-privé.

World Benchmarking Alliance

L'alliance fournit aux responsables politiques, aux investisseurs et aux entreprises des benchmarks et des indicateurs permettant d'évaluer les performances des entreprises en matière d'ODD.

CADRE RÉGLEMENTAIRE

Exigences en matière d'informations

Règlement SFDR

Entré en vigueur le 10 mars 2021, le règlement 2019/2088 relatif à « la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers » (« Sustainability Disclosure in the Financial Services Sector », ou « SFDR ») vise à apporter plus de transparence en matière de responsabilité environnementale et sociale au sein des marchés financiers par la publication d'informations de durabilité sur les produits financiers (intégration des risques de durabilité et des impacts négatifs). Ses objectifs sont d'assurer un alignement entre les documents commerciaux et la réalité des pratiques, de garantir la



comparabilité des produits et d'orienter les investissements privés vers des investissements plus responsables. Cette réglementation s'applique au niveau des entités (sociétés de gestion, sociétés d'investissement, conseillers financiers) et au niveau des produits, en classant tous les produits en fonction de leurs caractéristiques.

Fonds Art. 6

Classification SFDR : produits financiers qui n'intègrent aucun type de durabilité dans le processus d'investissement et qui pourraient comprendre des actions actuellement exclues par les fonds ESG.

Fonds Art. 8

Classification SFDR : produits financiers qui favorisent, entre autres caractéristiques, des caractéristiques environnementales ou sociales, ou une combinaison de ces caractéristiques, à condition toutefois que les entreprises dans lesquelles les investissements sont réalisés suivent des pratiques de bonne gouvernance.

Fonds Art. 9

Classification SFDR : produits financiers qui ont un objectif clair d'investissement durable (environnemental ou social), qui sont liés à un indice de référence, et qui prennent en compte le principe « Do Not Significant Harm » relatif à l'incidence des décisions et des conseils d'investissement qui ont des effets négatifs sur les facteurs de durabilité.

Transposition de la réglementation européenne et des impératifs de neutralité climatique dans les législations nationales

Art. 173

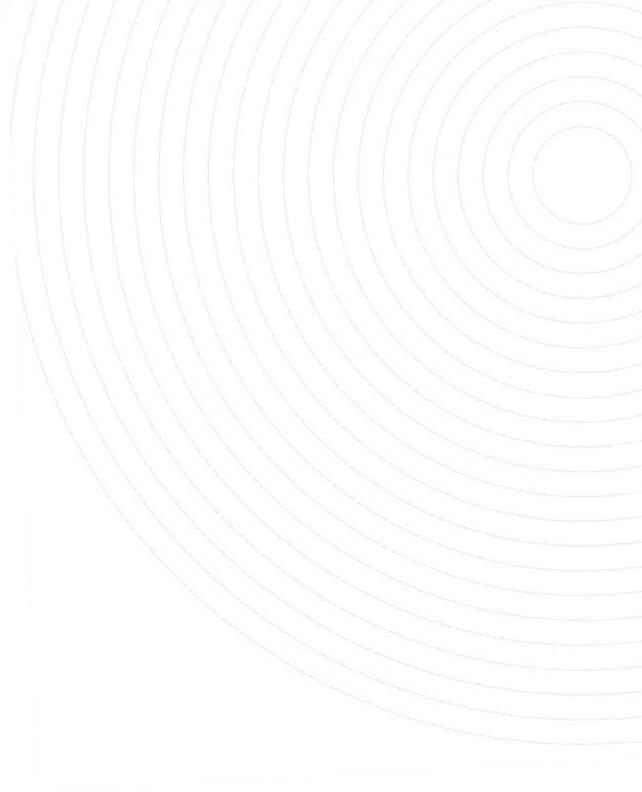
S'inscrivant dans le cadre de la loi française TECV (« Transition énergétique pour la croissance verte ») adoptée en 2015, il rend obligatoire pour les investisseurs institutionnels (y compris les gestionnaires d'actifs) de communiquer et de rapporter sur la manière dont ils prennent en compte les risques climatiques et intègrent l'ESG dans leurs processus d'investissement ; ces investisseurs doivent également communiquer sur la « part verte » de leurs portefeuilles et la manière dont ils contribuent à la transition écologique.

Art. 29

Inscrit dans la loi française « Énergie-Climat » adoptée en mai 2021, cet article est la transposition du règlement européen sur les exigences de reporting concernant les risques ESG et climatiques pour les investisseurs institutionnels (y compris les gestionnaires d'actifs), tout en intégrant également quelques critères portant sur la biodiversité. L'art. 29, également appelé Décret 29, est destiné à remplacer l'art. 173.

Loi Climat & Résilience

Loi française adoptée en juillet 2021, axée sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, le transport durable, la production alimentaire durable et les régimes alimentaires sains, la limitation de la conversion des terres, etc.





Profil d'entreprise

ODDO BHF Asset Management fait partie du groupe financier franco-allemand ODDO BHF fondé en 1849. ODDO BHF AM est un leader indépendant de la gestion d'actifs en Europe. Il comprend les entités ODDO BHF AM GmbH en Allemagne, ODDO BHF AM SAS, ODDO BHF Private Equity SAS et METROPOLE Gestion en France et ODDO BHF AM Lux au Luxembourg.

ODDO BHF AM propose à ses clients institutionnels et distributeurs une gamme unique de solutions d'investissement performantes couvrant les principales classes d'actifs, les actions fondamentales et thématiques, les actions quantitatives, les obligations, les solutions d'allocation d'actifs, les actifs non cotés et les dettes privées.

Signataire des Principes de l'Investissement Responsable des Nations Unies (UN-PRI) depuis 2010, ODDO BHF AM s'engage à promouvoir la durabilité à travers ses pratiques pour ses clients ainsi que pour ses employés.

Dans le cadre de son ambition RSE, le Group ODDO BHF a défini trois piliers principaux :

1. Soutenir ses collaborateurs
2. Limiter son impact environnemental
3. Agir ensemble pour une société solidaire

Convaincus que la diversité au sein des équipes est un vrai levier de performance, le programme «Mixité» que nous avons déployé en 2020 au sein du Groupe avec le soutien des Comités Exécutifs et piloté par les équipes RH, vise à promouvoir l'équilibre femmes/hommes au sein des équipes et à tous les niveaux de responsabilité.

Chiffres clés mixité du top management

	Déc 2021	Déc 2020	Déc 2019
% de femmes au top management (OBSF ²)	21%	16%	12%

¹ODDO BHF Strategic Forum

Source : ODDO BHF

De par sa nature juridique, ODDO BHF Asset Management SAS ne dispose pas de conseil d'administration ou de surveillance

Disclaimer

INFORMATIONS IMPORTANTES

Le modèle PACTA 2Dii génère une estimation limitée à un instant t de l'alignement relatif des Projets révélés de titres dans le champ d'application (« Revealed Plans of Securities in the Scope ») par rapport aux tendances économiques incorporées dans le ou les scénarios, tel qu'identifié par les fournisseurs externes de données et de scénarios.

Disclaimer PACTA

EXCLUSION DE RESPONSABILITÉ DANS LA MESURE AUTORISÉE PAR LA LOI, NOUS DÉCLINONS TOUTE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DE TOUT UTILISATEUR EN CAS DE PERTE OU DE DOMMAGE, QUE CE SOIT EN VERTU D'UN CONTRAT, D'UNE RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE (Y COMPRIS D'UNE NÉGLIGENCE), D'UN MANQUEMENT À UNE OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE OU AUTRE, MÊME PRÉVISIBLE, DÉCOULANT DE OU EN RELATION AVEC L'UTILISATION OU LA CONFIANCE À L'ÉGARD DE TOUTE INFORMATION, DONNÉE OU CONTENU OBTENU PAR LE BIAIS DE NOS SERVICES, Y COMPRIS, À TITRE NON LIMITATIF, LES RÉSULTATS DE LA MODÉLISATION INDIQUÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT.

Aucune prévision ni prédiction Le Modèle PACTA ne prétend pas générer, et le présent Rapport ne contient ni ne comporte, des exposés de faits, des prévisions ni des prédictions. Le Modèle PACTA fournit une analyse à un instant t de variables économiques et commerciales qui sont par nature dynamiques et variables dans le temps. 2Dii ne fait et n'implique aucune déclaration concernant la probabilité, le risque ou la prévision d'un événement futur. Dans la mesure où toute déclaration faite ou information contenue dans le présent Rapport peut être considérée comme prospective par nature, elle est soumise aux risques, variables et incertitudes qui peuvent entraîner des résultats réels fortement différents. Il vous est conseillé de ne pas vous appuyer sur ces déclarations prospectives qui ne sont que le reflet de nos hypothèses ainsi que celles de nos fournisseurs de données et de scénarios à la date de la modélisation.

Aucun conseil financier Les informations contenues dans le présent Rapport ne comportent pas, ne constituent pas, ne fournissent pas et ne doivent pas être utilisées comme un conseil d'investissement ou financier, une notation de crédit, une publicité, une invitation, une confirmation, une offre ou une sollicitation, ou une recommandation d'achat ou de vente d'un titre ou d'un autre produit financier, crédit ou prêt ni une invitation à réaliser une activité d'investissement, ni une offre de service financier. Le présent Rapport ne prétend pas quantifier le risque du portefeuille (ou d'une partie de celui-ci), ne fait pas de déclaration à l'égard de la performance, de la stratégie, des perspectives, de la solvabilité ou du risque



associé à un investissement, ni de son adéquation à un achat, une conservation ou une vente dans le contexte d'un portefeuille donné. Les Résultats de la modélisation fournis dans le présent Rapport sont fournis étant entendu et prévu que chaque investisseur réalisera avec soin ses propres recherches et évaluations de chaque titre ou autre instrument dont l'achat, la conservation ou la vente est envisagée.

Titres entrant dans le champ d'application Le Modèle PACTA est limité dans son champ d'application et dans son application. Il ne tient pas compte de l'ensemble des titres de l'ensemble des secteurs ni de l'ensemble des titres de chacun de ces secteurs. Le Modèle PACTA s'applique uniquement aux Titres entrant dans le champ d'application stipulés dans la Déclaration de méthodologie qui est actualisée de temps à autre.

Scénario(s) Le Modèle PACTA s'appliquera à un ou plusieurs Scénarios tel qu'indiqué dans la Déclaration de méthodologie. Le choix d'un Scénario ne doit pas être interprété comme une acceptation de ces scénarios, ni comme une déclaration à l'égard de l'exactitude ou l'exhaustivité des méthodologies ou des hypothèses de ces scénarios, ni comme une préférence générale pour ces scénarios par rapport à d'autres scénarios économiques. L'analyse fournie par le Modèle PACTA peut être réalisée à l'aide d'autres scénarios économiques, et les utilisateurs doivent se forger leur propre opinion sur les scénarios, trajectoires et modèles de décarbonisation qui sont le plus adaptés à leur portefeuille. Aucune hypothèse explicite ou implicite n'est établie en relation avec l'alignement actuel ou futur des Scénarios avec les politiques liées au climat de tout gouvernement au niveau international, national ou infranational.

TCFD L'utilisation du Modèle PACTA peut vous aider dans le cadre d'initiatives menées au titre des Recommandations du groupe de travail international sur le reporting climat (TCFD) du Conseil de stabilité financière du G20. Toutefois, son utilisation de manière isolée ne prétend pas procurer une « conformité au TCFD ».

ODDO BHF Asset Management SAS (France)

Société de Gestion de Portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° d'agrément GP 99011.

SAS au capital de 21 500 000€. RCS 340 902 857 Paris.

12 boulevard de la Madeleine – 75440 Paris Cedex 09 France – Tél. : +33 1 44 51 85-00

am.oddo-bhf.com